



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-03-01 / 2020-03-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche 1^{er} mars.

60 paroisses de la CBCA fermées à la suite de l'insécurité à Beni. Au total, 67 cadres, venus de différents coins de provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu ainsi que d'autres membres, ont pris part aux assises du 73^e comité exécutif de la Communauté baptiste au centre de l'Afrique (CBCA). Pendant deux jours, ils ont évalué l'exécution du programme du travail accompli par l'église dans plusieurs secteurs de la vie l'année dernière. Le bilan est mitigé, selon le pasteur Muhasa Balerwa Samson, de la CBCA/Beni. Il affirme que, sur les 125 paroisses dans ce territoire, au moins 65 ont déjà fermé alors que d'autres se vident progressivement de leurs fidèles, qui fuient les violences à répétition. De son côté : le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Kasivita, présent à la clôture des travaux, a assuré les participants de la détermination de l'Etat à éradiquer l'insécurité dans la province.

Des groupes armés sèment la terreur dans les hauts plateaux du Sud-Kivu. Il s'agit de groupes Twigwaneho et Maï-Maï à Mikenge, dans les hauts plateaux ainsi que des groupes armés locaux coalisés aux forces négatives étrangères dans la chefferie de Bafuliiru. Du côté de la chefferie de Bafuliiru, les habitants des villages de Rubanga, Kibungo, Langala, Nyamutiri et Lemera dénoncent la présence depuis vendredi dernier des éléments Maï-Maï Buhirwa et Kijangala, coalisés aux présumés rebelles burundais dans la région. Dans les hauts plateaux d'Itombwe, des miliciens Maï-Maï et Ngumino/Twigwaneho ont érigé leurs positions depuis deux jours respectivement à Bilalombili et à Kibati. Les habitants de Rusankuku, Bilalo Mbili et Kalingi disent craindre un éventuel affrontement entre les belligérants. Mais le commandant des Fardc basé à Mikenge, promet de déployer ses troupes dans ces villages pour dissuader ces groupes armés.

Des étudiants issus de Beni chassés pour non-paiement de frais académiques. Plusieurs étudiants ressortissants de Beni n'ont pas été admis aux examens de la mi-session pour insolvabilité dans différentes institutions supérieures et universitaires de Butembo, où ils sont inscrits. Il s'agit des étudiants qui ont perdu leurs parents dans les massacres ou dont les parents n'accèdent plus à leurs champs qui finançaient leurs études. Ils appellent les bonnes volontés à leur venir en aide. Prince Musavuli, président de l'association des étudiants et élèves ressortissants d'Oicha et Beni-ville, note que plus de

vingt étudiants vivant à Butembo ont abandonné les études à la suite du même problème : Il demande au gouvernement congolais de mettre fin au calvaire qu'endure la population dans la région de Beni.

Installation du centre de coordination des opérations militaires de l'Ituri. Il a pour mission de collecter toutes les informations liées à la sécurité dans l'ensemble de l'Ituri pour permettre aux Fardc de bien organiser ses opérations de traque des groupes armés actifs dans les territoires de Mambasa, Djugu, Irumu et une partie de Mahagi.

Djugu : les miliciens de Codeco occupent le village Kparangaza. Une centaine d'hommes armés des fusils et armes blanches ont attaqué samedi le centre de Kparangaza, situé à cheval entre la chefferie de Bahema-Nord et le secteur de Walendu Patsi dans le territoire de Djugu. Selon le chef du groupement Loga du côté Tasi, Pidhele Kpalo Innocent, il s'en est suivi un échange des tirs pendant plusieurs minutes entre les miliciens de la Codeco et des militaires loyalistes. Il indique que ces assaillants ont réussi à mettre en déroute les Fardc. Ce qui a créé une débâcle totale dans ce milieu. Plusieurs habitants ont passé la nuit dans la brousse, d'après la même source.

Tanganyika : la tension persiste entre bantous et twa à Nyunzu. La tension est toujours vive ce dimanche 1er mars à Nyunzu-centre (Tanganyika), depuis le meurtre la veille d'une femme bantoue par de miliciens d'origine twa qui ont également blessé un homme à coups de flèches. Les habitants de Nyunzu en colère ont manifesté samedi. Les combattants bantous, appelés : « Eléments », s'en sont mêlés pour incendier les résidences de deux négociateurs dans le conflit twa - bantou. L'un de ces négociateurs a été tué et le second blessé à coups de flèches.

L'armée déloge les Mai-Mai Codeco de Kparangaza. En début des après-midis de ce dimanche, des militaires Fardc en provenance des Katoto ont lancé une offensive contre des miliciens du groupe armé de la Codeco à Kparangaza, village situé à cheval entre la chefferie de Bahema-Nord et le secteur de Walendu Patsi dans le territoire de Djugu. Ces miliciens ont occupé ce village depuis la nuit de samedi à ce dimanche, après avoir délogé les Fardc.

Lundi 2 mars.

Les provinces de l'Ituri, Nord et Sud Kivu menacées par la présence des criquets pèlerins. D'après le professeur David Bugeme, ingénieur agronome, si rien n'est fait, ces provinces pourraient connaître la famine. Et il faut agir en urgence. « J'appelle le gouvernement congolais à prendre toutes les dispositions comme on le fait aujourd'hui au Kenya, en Ouganda, en Ethiopie et partout dans les pays qui ont déjà été atteints. Si on peut juste bloquer sa propagation. Bientôt nous allons les trouver en Equateur, au Nord Kivu et au Sud Kivu. ». « Les criquets pèlerins sont des criquets migrateurs qui vivent en agrégat. Ils se déplacent en groupe, et un essaim peut être constitué des millions d'individus. Ils sont très dangereux à l'agriculture. Les dégâts causés par ces criquets on les compare aux calamités naturelles, parce que partout où ces criquets ont causé des dégâts, c'est la famine et l'insécurité alimentaire totale. Ces criquets consomment tout ce qu'ils trouvent sur leur chemin, que ça soit des plantes sauvages ou des plantes cultivées, particulièrement les plantes vivrières. Ils ont une vitesse de déplacement énorme ; le groupe des criquets peut faire 150 km par jours, pour se déplacer, vraiment c'est un danger » **Des dispositions sont prises contre les criquets pèlerins.** Lors du Conseil des ministres du 28 février 2020, le gouvernement a relevé l'arrivée depuis le 26 février dernier de multitudes de ces criquets pèlerins en provenance du Nord de l'Ouganda. Selon le porte-parole du Gouvernement, le gouvernement a pris des mesures pour faire face à l'invasion des criquets dans les provinces de l'Est.

Huit morts dans une nouvelle attaque de la milice Codeco à Djugu. Des miliciens de la Codeco ont attaqué la nuit de dimanche à ce lundi 2 mars la localité de B'BSA dans la chefferie de Bahema Bajere dans le territoire de Djugu (Ituri). Ils ont découpé à la machette huit personnes, soit cinq femmes et trois hommes. Les assaillants ont encore blessé grièvement quatre autres personnes et emporté plusieurs biens de la population locale. En trois jours, cette milice a fait trente-huit morts à Djugu.

L'opposition républicaine exige des éclaircissements sur la gestion des fonds alloués à la construction des sauts-de-mouton. Le président de ce mouvement politique Pierre Honoré Ngube Ngube a demandé également au premier Ministre et au parlement de faire le suivi de tous les chantiers en cours initiés par le chef de l'Etat.

La cheffe de division provinciale de la justice suspendue pour détournement de fonds. Dans un arrêté signé vendredi 28 février, le gouverneur de la province du Nord-Kivu, déclare que cet appui financier de l'Unicef était destiné dans le secteur de la justice pour la protection légale de l'enfant depuis 2018, causant ainsi des préjudices aux enfants et autres services bénéficiaires. Dans cet arrêté, il a été révélé que, Berthe Nsimire a commis ce détournement depuis le 7 septembre

2018, en complicité avec Kabambi Beatrice, qui est un agent sans adresse fixe et non admis sous statut des agents des services étatiques.

Nord-Kivu : la zone de santé de Binza sans morgue, en territoire de Rutshuru. Cette zone dessert une population de plus de 200 mille habitants avec une dizaine de centres de santé et un hôpital général de référence. La population est obligée de garder et de manipuler les dépouilles mortelles à domicile, ignorant tout danger de contamination au cas où le défunt souffrait d'une maladie contagieuse. Pour Aimée Mbusa Mukanda, notable de Nyamilima, cette situation préoccupante devrait attirer l'attention des autorités politico-administratives de la province. Il rappelle également que cette zone de santé située à la frontière avec l'Ouganda est un milieu à haut risque par rapport aux épidémies.

Sud-Kivu : des commerçants transfrontaliers entre Uvira et Bujumbura en grève. Ils dénoncent les tracasseries dont ils sont victimes de la part des services burundais de recettes et de la documentation qui leur exigent des bordereaux bancaires pour chaque transaction commerciale effectuée au Burundi. Selon ces commerçants, en l'espace d'une semaine, 45 véhicules avec des marchandises à bord ont été saisis et mis en fourrière au Burundi pour n'avoir pas respecté le paiement à travers la banque.

Ituri : 12 personnes tuées lors des combats entre Fardc et Codeco à Kparanganza (armée). Parmi les victimes, se retrouvent neuf assaillants et trois militaires des Fardc. Selon le Porte-Parole de l'armée en Ituri, après plusieurs heures de combats, les forces loyalistes ont mises en déroute l'ennemie dans cette entité. Des sources coutumières locales qui saluent l'intervention des Fardc, déplorent par contre les pillages des plusieurs biens de la population par certains militaires pendant les opérations pour le contrôle de Kparanganza. Le Porte-parole de l'armée a enfin exhorté les autorités coutumières de dénoncer ce dérapage auprès de sa hiérarchie pour que les présumés auteurs soient punis.

Félix Tshisekedi annonce la nomination d'un ambassadeur plénipotentiaire de la RDC en Israël. « Les relations entre mon pays et Israël sont restées longtemps en léthargie. (plus de vingt ans) Nous avons pourtant d'énormes domaines de convergence d'intérêt sur le plan sécuritaire, économique, culturel et scientifique. S'agissant des questions sécuritaires, les défis nouveaux liés à la lutte contre le terrorisme, la corruption et le blanchiment des capitaux ainsi que la lutte contre la cyber criminalité nous donnent l'obligation de renforcer nos liens pour des objectifs partagés », a indiqué Félix Tshisekedi.

Lutte contre Ebola : formation des agents communicateurs sur les techniques et pratiques des enterrements dignes. Près de 66 membres communautaires de 8 zones de santé de Beni et Mutwanga ont été outillés dimanche 1er mars sur les techniques et pratiques des enterrements dignes et sécurisés dans la lutte contre la maladie à virus Ebola. Pour le superviseur du pilier EDS (enterrement Digne et Sécurisé) dans la ville de Beni, Hugues Katembo, cette formation vise à pérenniser les bonnes pratiques pour éviter toute propagation de la maladie lors des enterrements. « On a connu beaucoup de résistance ici à Beni pour cette riposte au moins, alors, la meilleure façon de briser ça c'est de responsabiliser les communautés pour travailler pour eux-mêmes puisqu'ils se connaissent eux-mêmes et eux-mêmes vont travailler pour leurs frères, leurs sœurs dans le cadre des enterrements dignes et sécurisés et la sensibilisation ».

Al Kitenge recommande un plan d'industrialisation national reparté par province. L'analyse économique Al Kitenge, se félicite de l'existence d'un plan de développement industriel du pays. Cependant, il pense qu'il doit être reparté par province et le défi énergétique doit être résolu pour sa réalisation. Un plan d'industrialisation de la RDC a été adopté le samedi 29 février à Kinshasa à l'issue d'un atelier organisé par le Ministère de l'Industrie. D'après ce document, la RDC compte accroître le nombre des entreprises industrielles de 525 actuellement à plus de mille d'ici 2023. Le gouvernement envisage également la création d'au moins 1 million d'emplois décents.

Sud-Kivu : le délabrement de la route nationale 2 à la base de la hausse des prix des produits de première nécessité à Mwenga. « Mwenga c'est un territoire très riche en or, en cassitérite, en en coltan qui n'a jamais eu même une route asphalté sur 180 km, c'est anormal ! Les prix ont triplé sur le marché, et ça continue, plus les véhicules n'arrivent pas, plus les produits vont devenir rares, et les prix vont monter. J'ai compté cent camions embourbés », s'est-il indigné. Par ailleurs, Jean-Claude Kibala dénonce l'exploitation illicite des minerais par des entreprises minières ne disposant d'aucune autorisation. D'après lui, ces dernières bénéficient de la protection et complicité de certains services de sécurité.

Haut- Katanga : les bébés siamois vont attendre 6 mois avant d'être séparé à l'extérieur du pays. « Ils sont en parfaite santé internés dans une clinique de la place en attendant leur prise en charge définitive. Ils sont collés au niveau du thorax et au niveau de l'abdomen et ils partagent certains organes en commun. Les chirurgiens les neurochirurgiens et d'autres spécialistes Congolais ont eu des discussions avec d'autres médecins Sud-Africains, Belges et Français. Ils sont tombés

d'accord que ce n'est pas le moment d'envisager une quelconque séparation. Il faut attendre qu'ils atteignent au moins six mois », a-t-il expliqué.

Cenco : « Les alliés semblent plus préoccupés par leur positionnement politique que par le service à rendre au Peuple ». Un an après l'alternance au sommet de l'Etat, constate la Conférence épiscopale, des crises multiformes surgissent et font planer des inquiétudes sur le changement social vivement attendu. « En effet, une tension préoccupante qui couve au sein de la coalition au pouvoir, se répercute sur la gouvernance, et entame le fonctionnement de l'appareil de l'Etat. En même temps, nous assistons à un enrichissement injustifiable et scandaleux d'une poignée d'acteurs politiques au détriment de la grande majorité de la population. La corruption et les détournements du denier public persistent. Le comble est que ces détournements sont l'œuvre de ceux-là mêmes qui sont appelés à être des garants du bien commun. Les mesures annoncées pour combattre ces maux demeurent sans effets », regrettent les évêques catholiques. Ils affirment qu'ils restent inquiets par la persistance de l'insécurité généralisée dans l'Est du pays, semée par des groupes armés locaux et étrangers, particulièrement dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. **Problèmes sans solutions.** La Cenco estime que beaucoup de problèmes auxquels le pays est confronté restent sans solutions adéquates, à cause de la crise qui mine la Coalition. Ils saluent, néanmoins les initiatives des Gouvernants qui vont dans le sens du service du Peuple, notamment la mise en œuvre effective de la gratuité de l'enseignement de base, les efforts de régularisation de la paie des enseignants, les perspectives de lutte contre la pauvreté. Les pères de l'église catholique croient en la capacité du pays à se relever. « L'essentiel est d'y mettre la bonne volonté et de d'autre ne peut mieux reconstruire ce pays sans la participation de nous-mêmes congolais au premier plan », conseillent les évêques de la Cenco. **Ils recommandent au Président de la République** : d'œuvrer à la matérialisation des dispositions annoncées en matière de lutte contre la corruption ainsi que la dépolitisation de l'appareil judiciaire et de l'administration publique ; Veiller à ce que les enquêtes amorcées sur les détournements de deniers publics ne soient pas un leurre, mais qu'elles aboutissent à des résultats palpables pour l'intérêt du pays ; Veiller à la dépolitisation de la gestion des entreprises publiques en privilégiant la compétence. Les entreprises publiques ne sont pas des vaches à lait pour les regroupements politiques, mais plutôt des unités de production pour la Nation. Ils recommandent aussi aux députés d'être à l'écoute des forces vives du pays afin d'amorcer des réformes consensuelles nécessaires pour la consolidation de la démocratie. Ils conseillent aussi au gouvernement de faire de son mieux pour réaliser les prévisions budgétaires votées en vue de l'amélioration des conditions de vie des Congolais et de proposer des réformes nécessaires et qui soient consensuelles, notamment de la Ceni, de l'appareil judiciaire.

Violences intercommunautaires : l'Association des Originaires de Nyunzu demande le départ des ONGS. « La restauration de l'autorité de l'Etat par la mise en place des services de sécurité, de l'ordre et de renseignements, la résolution des conflits de sultanat qui sont à la base de la persistance des conflits, l'arrestation par le gouvernement de tous les chefs de guerre qui tuent dans le territoire de Nyunzu, le départ sans délai du territoire de Nyunzu des ONGs qui distribuent les aides humanitaires et qui organisent les foires, ainsi que celles qui n'interviennent pas dans le domaine du développement », a instruit le président de l'Association des originaires de Nyunzu (Assonzu).

Kongo -Central : Le CSAC/ Kongo Central menacé de déguerpissement. Le propriétaire de l'immeuble qui abrite les bureaux du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et Communication (CSAC) a exprimé lundi 2 Mars son ras-le-bol suite à l'insolvabilité de son loyer. Selon ce dernier, depuis deux ans, le CSAC/ Kongo Central ne sait plus payer les 200 dollars mensuels du loyer. Le coordonnateur provincial de cette institution Célestin Bibimbu Kuhuna, précise que l'état congolais ne lui donne pas les moyens de fonctionnement. Il a mené un plaidoyer auprès des autorités provinciales pour régler cette affaire de loyer, mais ses efforts sont restés vains.

Mbuji- Mayi : clôture de la 12 ème Edition des journées catholiques d'enseignement. « Nous voulons à travers ces journées catholiques de l'enseignement, marquer plus notre identité en tant qu'école catholique. Mais le but principal était de fêter la date de la convention entre l'Etat et l'église. Vous savez avant 1977, les écoles étaient entre les mains de l'Etat. Il y avait des petits soucis. Et finalement, on a trouvé qu'il fallait rétrocéder les écoles aux églises (...) Nous nous continuons à fêter la date de la convention. Pour la 12 eme édition, pour nous ici, c'est d'abord matérialiser la proximité du père Evêque avec le monde éducatif catholique et puis exprimer notre identité en tant qu'école catholique et manifester l'unité des écoles catholique », a expliqué le Coordonnateur provincial des écoles conventionnées catholiques.

Mardi 3 mars.

Ituri : début de construction du site de cantonnement des ex-miliciens de la FPRI, à Kazana, dans la chefferie de Walendu Bindi au sud du territoire d'Irumu. Selon le responsable programme du gouvernement congolais pour la stabilisation des zones qui sortent des conflits dans l'Est de la RDC, (Starec) Jean-Marc Mazio, le groupe armé FRPI a changé de statut depuis la signature de l'accord de paix vendredi avec le gouvernement. Il est devenu un ex-groupe armé qui

est dans le processus de mutation en parti politique selon les termes de l'accord D'après lui, cet accord est entouré par une bonne planification.

Les entreprises publiques ne doivent pas être « politisées », (Lucha). Selon Lucha et consorts, les entreprises publiques ne sont pas « de vaches à lait » à partager entre les partis politiques dont le FCC et le CACH. « La Lucha exige la méritocratie et la promotion des technocrates dignes de bonne gestion et de moralité dans la gestion des entreprises publiques. La Lucha et le peuple congolais, nous nous opposons à toute nomination basée sur l'appartenance politique et politicienne dans le choix de ces mandataires. Aussi, notre mémo porte à leur dire que la Constitution de la République est claire en matière des entreprises publiques qui doivent rester apolitiques (...) Nous savons que les entreprises publiques sont un patrimoine commun. Et s'ils veulent partager ce patrimoine commun, ils doivent le partager à 80 millions des Congolais et pas le partager entre un groupe restreint des individus entre CACH et FC », a déclaré Taxe Boboto, un des militants de la Lucha.

Sud-Kivu : une patrouille conjointe des casques bleus de la Monusco et des Fardc s'est rendue à Bijombo. Les victimes revenaient de la brousse vers 18h pour chercher des bois de chauffage lorsqu'elles ont été surprises sur leur chemin de retour par les assaillants qui ont tiré en leur direction avant de disparaître dans la nature, vendredi 28 février. Les quatre corps des victimes ont passé la nuit au campement des casques bleus de la Monusco, question d'apaiser la tension qui était encore vive parmi les déplacés, avant l'inhumation. D'après les membres du Comité local de protection, ce camp est constitué en majorité des déplacés membres des communautés locales en conflit. Ces personnes avaient fui les hostilités entre groupes armés pour trouver refuge près de la base de la Monusco.

Tanganyika : la localité de Nyunzu dans un climat de panique. Le marché central s'est vidé et les boutiques ont fermé leurs portes lundi après l'alerte d'une attaque de la milice Twa. « Les Twa ont fait une incursion dans les quartiers Kamakonde, Tchanga-Tchanga et Kamituga. Fort heureusement, les garçons les ont repoussés. A présent, les activités reprennent timidement », a témoigné un habitant.

Le gouvernement s'engage à lutter contre l'importation frauduleuse du ciment. Au cours d'une rencontre avec le comité professionnel des cimentiers (Il s'agit de la Cimenterie de Lukala, de la Cimenterie Kongo et de PPC Barnet) lundi 2 mars à Kinshasa, le ministre du Commerce Extérieur, Jean-Lucien Bussa, a déclaré que le gouvernement congolais a promis de s'impliquer pour éradiquer la fraude dans l'importation des ciments et ainsi protéger l'industrie locale. L'objectif de leur rencontre était d'évaluer la mise en œuvre des mesures de restriction temporaire d'importation des ciments en RDC.

Nord-Kivu : début des audiences foraines dans les villes de Beni et Butembo. Des magistrats de la cour militaire du Nord-Kivu sont arrivés simultanément lundi 2 mars à Beni et à Butembo, en prélude de l'ouverture des audiences foraines prévues mardi à Butembo et mercredi à Beni. Le chef de la section d'appui à la justice à la Monusco/Beni, Ghislain Toe, a rappelé le rôle que joue la Monusco dans la tenue de ces audiences foraines. « L'apport de la Monusco a d'abord été de contribuer au financement de ces audiences. Là, on a financé donc ces audiences-là et pour la prise en charge, donc sur les terrains des différents acteurs et puis également la mise en place de la logistique. Mais à côté de ça également, la section d'appui à la justice a beaucoup travaillé avec les acteurs de la justice militaire et ses partenaires tant internes qu'externes », a-t-il déclaré. Pour lui, la Monusco devra apporter son appui pour que ces audiences foraines se déroulent dans des bonnes conditions.

Haut-Katanga : la situation des Droits de l'homme est « préoccupante », (CNDH). « La situation des droits de l'homme est préoccupante, bien sûr il y a quelques avancées. Nous avons passé en revue la situation des femmes qui sont dans les mines qui subissent des cas de violations des droits de l'homme de nature de violences sexuelles. Il y a aussi les problèmes de tracasseries. Bien sûr, il y a des mesures du gouvernement provincial qui interdisait en son temps les barrières sur toute la province mais, il y a encore les cas isolés des brebis égarées qui continuent à surprendre la population et ces cas sont dénoncés», a déclaré le président de la CNDH, Mwamba Mushikonkwe Mwamus. L'homme le plus fort peut spolier les concessions d'une autre personne. Nous avons beaucoup des mining mais, le droit au travail est aussi violé, etc.

Tanganyika : cambriolage à l'agence Soficom de Manono, près de 135 000 USD emportés. Quatre hommes armés ont cambriolé, dans la nuit de lundi à mardi 3 mars 2020 l'agence Soficom de la ville de Manono dans la province du Tanganyika. Ces personnes ont emporté plus de cent mille dollars américains et plus de soixante millions Francs congolais (34.286 USD), a indiqué l'administrateur du territoire, Pierre Mukamba.

Kananga : la police présente deux présumés bandits accusés de plusieurs cambriolages. La police a d'abord mis la main sur Patrick Ilunga dimanche en fin de matinée. Le deuxième présumé bandit interpellé est Asani Biamungu.

Souçonné d'opérer en complicité avec Patrick Ilunga, il a été arrêté lundi. Le responsable urbain de la police signale que ces deux interpellations ont été réalisées grâce à des informations fournies par des habitants de la ville.

Maniema : les policiers appelés au respect des droits des citoyens. « Toutes les missions de sécurités publiques ou de maintien de l'ordre et même nos missions judiciaires devront tenir compte des principes de 3 P et de 3 R, à savoir proximité, prévention et partenariat aux cotés de redevabilité, résolutions de conflits et le respect des droits des citoyens. Donc il fallait rappeler ça aux policiers »

Kwilu : 57 USD retranchés sur les salaires de certains agents de l'EPST. Dans une déclaration faite mardi 3 mars à Radio Okapi, ils disent constater la disparité des salaires sur deux listes, dont celle de la paie de suivi du SECOPE [Service de contrôle et de paie des enseignants] et une autre liste « de paie », dont ils disent ignorer la provenance. Cette situation affecte la majorité d'agents et fonctionnaires transférés de la province éducationnelle de Mai-Ndombe à celle du Kwilu 1 à Bandundu-ville.

Des « taupes » cherchent à torpiller la coalition FCC-CACH, selon Alain Atudnu. Il estime que ces personnes ont un plan qui vise à instaurer un régime transitoire d'exception à travers la dissolution du Parlement et l'organisation de nouvelles élections. Atundu Liongo n'apprécie pas non plus l'interpellation des personnalités FCC : « La stratégie de provocation ou mieux d'harcèlement politique mise en œuvre à travers les interpellations des personnalités emblématiques ciblées du FCC devrait aboutir à dénouer l'accord de coalition pour justifier la rupture politique FCC-CACH par un malentendu factice mais fatal. ». Exemple, l'ancien chef de l'Agence nationale des renseignements (ANR), Kalev Mutomb.

Mercredi 4 mars.

Ebola : le dernier malade guéri est sorti du centre de traitement de Beni/ville. Le coordonnateur de la riposte contre la maladie à Virus Ebola à Beni/ ville, Docteur John Kombe a exprimé son sentiment de joie et de victoire pour l'équipe du CTE/ Beni. « C'est un sentiment de joie parce que le parcours a été long mais nous ne voulons pas dire que c'est fini. Parce que nous avons au départ 29 zones de santé, la seule zone qui était restée avec des cas confirmés c'est la zone de santé de Beni. Mais au fait on se réjouit pour le travail d'équipe ; c'est un travail qui a pris la communauté, les techniciens qui sont venus en appui et ceux-là que nous avons trouvé ici sur place à Beni, l'autorité politico-administrative donc c'est un travail qui rejoint pratiquement tout le monde et voilà le fruit de ce travail – là ». Toutefois il appelle la population à la vigilance et au respect des règles d'hygiène jusqu'à la déclaration de la fin de l'épidémie.

Sud-Kivu : la situation sécuritaire relativement calme à Baraka. « Les éleveurs veulent pâturer leurs bétails dans des champs des agriculteurs. Ces derniers aussi comptent sur leurs champs des cultures pour leur survie. La situation avait dégénéré. On avait même tué quelques vaches, il y avait eu beaucoup de disputes. Mais maintenant on a apaisé les esprits. C'est un problème que nous avons ici », a expliqué le maire Jacques M'Mbochwa. Cette autorité civile salue l'initiative de la section des Affaires civiles qui vient en appui aux efforts déjà fournis sur place par les Casques bleus pakistanais de la Monusco. Le commandant pakistanais, le major Sibtain, souligne avoir organisé plusieurs rencontres avec la société civile et les autorités civiles, militaires et policières pour baisser la tension qui était déjà perceptible au sein de la population locale.

Ituri : la coordination syndicale de Sokimo exige la destitution du DG de la société. « Nous exigeons le départ du DG actuel parce que nous sommes devant une situation très difficile. Les travailleurs de la Sokimo meurent le jour au jour à cause de la situation nutritionnelle, manque de salaire. Plus de 900 agents jetés dans la rue sans savoir si leur décompte final sera payé », a déclaré l'un des travailleurs, Jean-René Dhevi. Les agents totalisent 82 mois d'arriérés de salaire.

Ituri : des miliciens pillent sur la route Fataki–Mahagi. Le trafic entre Fataki et Libi, en territoire de Djugu, sur la route Nationale numéro 27 a été momentanément interrompu mardi 3 mars, suite à la présence sur cet axe d'un groupe d'hommes armés qui ont dévalisé des passagers à bord des véhicules de transport en commun. Selon le président de la société civile de Djugu, Jules Tsuba, ces hommes lourdement armés ont emporté plusieurs biens de valeur avant de se retirer dans la brousse.

Tanganyika : un mort et 6 blessés lors d'une incursion d'hommes armés à Mussa Kahite. « Les bandits ont surpris les habitants dans leur sommeil. Ils ont tué le fils de Chef du village de Mussa Kahite. Six personnes sont blessées dont deux admises à l'Hôpital de Bendera et les quatre autres transférées au Sud-Kivu. Il y a aussi des femmes qui ont été victimes de viol ». Le secteur de Mussa Kahita se situe dans le groupement de Mahila, dans la Chefferie Tumbwe, en territoire de Kalemie.

Kinshasa : échanges entre professeurs d'universités publiques et la DGI sur le prélèvement de l'IPR. Les professeurs reconnaissent que le prélèvement de l'Impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) est légal mais dénoncent la ponction « illégale » sur certaines rubriques de leurs rémunérations, notamment la prime institutionnelle. Les associations des professeurs de l'Unikin, de l'UPN et de l'ISC ont pris part à cette rencontre. Les représentants de la DGI, conseiller fiscal du gouvernement, des experts juristes, économistes, politologues, comptables et syndicalistes étaient associés aux échanges.

Kinshasa : ICCN construit une clôture électrique au Parc de Virunga. L'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature, (ICCN) a procédé depuis le début de l'année à la construction d'une clôture électrique de plus de 70 km dans la partie Est du pays. Cela dans l'objectif de délimiter le parc de Virunga et protéger les populations riveraines contre les attaques récurrentes des animaux de cette aire protégée. Pour le Directeur général de l'ICCN, Cosma Wilungula, certains groupes ennemis qui avaient trouvé refuge dans le parc doivent quitter le parc.

Haut-Katanga : 30 décès dus au choléra dans les zones de santé de Lubumbashi et Kafubu. Selon le ministre provincial de la santé, Joseph Sambi Bulanda, ce sont les zones de santé de Kampemba et de Kisanga (à Lubumbashi) qui sont les plus touchées avec plus de 200 cas enregistrés dont 12 décès. Plusieurs aires de santé de la zone de santé de Kafubu ont été aussi secouées par cette maladie avec plus de 106 cas dont 18 décès.

Maniema : reddition du chef du groupe armé les « Révendiquants » avec 680 miliciens à Balanga. Le ministre provincial de l'intérieur Sherhy Roger Kimbwa affirme avoir signé plus de 680 jetons pouvant permettre à ces anciens miliciens de circuler librement. Depuis juillet 2019, la milice « Revendiquants » sème la terreur dans le secteur de Balanga. Elle a été à la base de plusieurs exactions, notamment des tueries, des incendies des maisons, des déplacements forcés des populations et l'enlèvement de plusieurs personnes dont l'administrateur de Kailo. Les déplacés de Balanga sont appelés à regagner leur fief, après la reddition du chef de la milice « Revendiquants »

Sankuru : 2 décès à la suite d'une maladie non encore connue. Trente-huit autres enfants de moins de 5 ans souffrent de la même maladie. D'après le Chef de Division provinciale de la santé ad intérim du Sankuru, Antoine Oyoko, les victimes manifestent les symptômes semblables à ceux de la rougeole, et aussi de la varicelle.

Kasaï-Oriental : les activités paralysées ce mercredi à Mbuji-Mayi. Signalons que la ville morte a été décrétée par les Parlementaires debout de l'UDPS, soutenue par le mouvement citoyen la Lucha, Lutte pour le changement, section Mbujimayi. Ils exigent la démission sans délai du gouverneur Jean Maweja et de toute son équipe. Il lui est reproché le manque de vision et l'absence d'un programme cohérent pour le développement de la province du Kasaï Oriental.

Félix Tshisekedi va créer une commission mixte gouvernement-présidence pour l'amélioration des recettes. Le Chef de l'État a indiqué lors de son échange avec la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva que sous son impulsion, une commission mixte gouvernement-Présidence sera mise en place pour le suivi rapproché de l'amélioration des recettes et l'exécution des finances publiques. « Excellent échange de vues avec le Président Tshisekedi sur l'importance d'agir résolument pour accroître les recettes, améliorer la gouvernance et protéger les dépenses sociales, tout en limitant les dépenses aux ressources disponibles », a pour sa part, indiqué Kristalina Georgieva.

Mike Pompeo : « Nous soutenons le programme de réforme du président Tshisekedi visant à lutter contre la corruption». Le secrétaire d'Etat Mike Pompeo a exprimé son soutien au programme de réforme du président Tshisekedi pour lutter contre la corruption, renforcer les institutions démocratiques, promouvoir les droits de l'homme, mettre fin à l'impunité, combattre la traite des personnes et œuvrer pour la paix dans l'est de la RDC. M. Tshisekedi et Pompeo ont enfin exprimé leur espoir que la RDC puisse continuer sur cette voie positive et réaliser son vaste potentiel.

Pierre Lumbi exige une enquête sur la mort « suspecte » de Bienvenu Apalata. Le député national Bienvenu Apalata, l'élu d'Aketi et président du groupe parlementaire (MS), est décédé mardi 3 mars à Kisangani, au cours d'une intervention chirurgicale. « Nous nous ferons tout pour qu'il y ait des enquêtes, qu'on sache dans quelles circonstances notre compagnon de lutte, de combat est mort », a poursuivi Pierre Lumbi.

Le gouvernement remet des laboratoires et bibliothèques numériques à sept écoles de Kisangani. Le ministre d'Etat et ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et Technique (EPST), Willy Bakonga a remis mardi 3 février à sept écoles secondaires de la ville de Kisangani (TShopo), des bibliothèques numériques, des laboratoires de chimie et physique et autres équipements. Cette dotation du gouvernement central est appuyée par la Banque mondiale.

Nord-Kivu : la mairie de Beni salue la collaboration de la population dans la lutte contre Ebola. Le maire adjoint de la ville de Beni au Nord-Kivu, Modeste Bakwanamaha, s'est dit satisfait de la guérison du dernier malade d'Ebola, sorti du Centre de Traitement Ebola (CTE). « Le message que nous avons à donner à la population c'est un message de remerciement et d'encouragement. Merci pour la collaboration que la population nous a témoigné nous comme autorités, nous comme prestataires de santé, nous comme relais communautaires, donc nous comme riposte », a-t-il déclaré. Modeste Bakwanamaha dit espérer que sa province quitte « le bourbier » pour ne plus parler d'Ebola.

Kongo- Central : deux enfants blessés dans une forte pluie à Mbanza-Ngungu. Deux enfants ont été blessés et une cinquantaine de maisons emportées lors de la pluie diluvienne qui s'est abattue mardi 3 février sur tout le territoire de Mbanza-Ngungu au Kongo-Central. Selon les sources locales, les sinistrés dont les biens de valeur ont été ensevelis par les murs, ont passé la nuit à la belle étoile. L'administrateur du territoire se dit préoccupé par l'ampleur des dégâts, il promet de faire rapport à sa hiérarchie. Depuis le mois de septembre dernier, les pluies ont causé la mort de plus de dix personnes et provoqué des inondations. Plus d'une centaine de maisons se sont écroulées.

Sankuru : deux enfants meurent d'une maladie semblable à la rougeole et la varicelle à Lusambo. « Il y a 38 cas notifiés, et deux décès parmi ces cas. Ce sont plus les enfants qui ont l'âge inférieur à 5 ans », a précisé le chef de Division provinciale de la Santé ad intérim du Sankuru, Antoine Oyoko. Il a affirmé qu'aucun kit médical n'est disponible pour faire face à cette maladie. En attendant quelques agents de l'équipe, des cadres ont été déployés sur le lieu pour prélever quelques échantillons.

Kinshasa : deux morts en cinq jours dans la commune de Mont-Ngafula. « Un garçon a été tué dans la nuit de mardi à mercredi 4 mars à 2 heures du matin au quartier Matadi Mayo. Un autre a été tué vendredi dernier par des personnes non encore identifiées », a relaté Fernard Bojikile. Des femmes sont aussi violées presque tous les jours.

Le Plan de réponse humanitaire 2020 évalué à 1,82 milliards USD. Le Gouvernement congolais et la communauté humanitaire ont lancé mardi le Plan de réponse humanitaire 2020. Selon le communiqué d'Ocha, ce document évalué à 1,82 milliard de dollars américains devra faire face « à une crise humanitaire aiguë et complexe ». Il permettra ainsi de répondre aux besoins urgents de 8,1 millions de personnes, dont près de 51% de femmes en RDC. « Nous avons besoin de l'engagement de tous pour venir en aide aux populations vulnérables et pour soutenir le pays alors que des efforts ambitieux sont faits dans le domaine de la santé et de l'éducation », a déclaré David McLachlan-Karr. Selon lui, il faudrait sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la vulnérabilité pour s'engager résolument aux côtés du gouvernement congolais et de la communauté humanitaire dans des nouvelles approches de développement à long terme. Des approches qui permettront de consolider la paix.

Banditisme urbain à Kinshasa : perruques, sacs et téléphones, principales cibles des « Kulunas » à Limete. La partie la plus dangereuse est celle qui va depuis Baramoto jusqu'à l'ISAM. Tôt le matin, ces jeunes bandits s'installent de part et d'autre dans les deux sens de la route pour opérer. Ils confisquent des sacs, des téléphones, l'argent et tant d'autres biens qu'ils trouvent sur leurs victimes. Pire, ils arrachent même les perruques des femmes. Au crépuscule, ils reviennent sur la chaussée pour profiter de la fatigue des chauffeurs et des embouteillages pour arracher les biens des passagers. Selon les témoignages, ces « Kulunas » proviendraient du quartier Pakadjuma où ils ramènent leurs butins.

Jeudi 5 mars.

50 millions d'euros de l'Allemagne pour appuyer 180 000 personnes vivant en zone rurale. Le programme sera mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). C'est un programme de 4 ans, soit de 2020 à 2023. Il vise à apporter une aide à plus de 180 000 personnes vivant en zone rurale dont la plupart sont de petits exploitants agricoles à Walikale dans le Nord-Kivu, à Mwenga et Walungu au Sud-Kivu. Selon le communiqué, les agriculteurs recevront une aide pour renforcer leur production agricole et leur gestion après-récolte, et pour diversifier leurs activités productrices de revenus, améliorer la nutrition et les services sociaux de base. Cela contribuera à apporter la paix et la stabilité dans la région. Le gouvernement allemand appuie les activités de renforcement de la résilience dans les provinces de Kivu depuis 2017.

Haut-Katanga : 5 enfants d'une même famille retrouvés morts à Kipushi. D'après un notable de la localité, le samedi 29 février, leur grand-mère après avoir récolté les légumes de son potager les a envoyés au marché pour les vendre. A leur retour, ils ont ramené une somme de six mille francs congolais. La grand-mère leur a demandé d'aller acheter la farine pour le repas du soir. N'ayant pas trouvé de la farine dans les parages, ils se sont décidés de foncer jusqu'à la mission catholique de Kambikila située à trois km de là. Après avoir constaté leur absence prolongée jusqu'au soir, la grand-mère a alerté tout

le village qui s'est mis à leur recherche. C'est deux jours après, soit le lundi dernier que les cinq corps seront retrouvés dans un puits d'eau d'environ deux mètres de profondeur sur la route de Kambikila. D'après des témoins, les victimes étaient toutes nues et leurs corps portaient les traces des violences. Leurs habits et les six mille francs congolais qu'ils détenaient étaient mis dans un sac à quelques mètres du puits. Certains notables de ce village croient à un acte criminel.

Nord-Kivu : début du procès des présumés kidnappeurs au stade de Goma. Le procès a été marqué par une vive discussion de droit entre la défense et la partie civile. Sur les trois préventions à charge des inculpés: trois femmes et deux hommes, le tribunal a instruit pour cette première journée les infractions d'association des malfaiteurs et d'enlèvement. Au cours de leur audition, tous les cinq accusés ont rejeté en bloc les faits mis à leur charge, exigeant la comparution des victimes, requête à laquelle le tribunal est resté réservé. Selon le président du tribunal, ce procès devra être équitable car il revêt d'un aspect pédagogique et dissuasif, à l'endroit d'autres kidnappeurs potentiels. La séance a été renvoyée à ce jeudi 5 mars.

Butembo : 3 personnes blessées à la machette par des bandits. Trois personnes ont été grièvement blessées à la machette par des bandits, dans la nuit de mardi à mercredi 4 mars au quartier Kimbulu, dans la commune de Bulengera. Les victimes, tous membres d'une même famille, ont été acheminées dans une structure sanitaire la plus proche pour des soins appropriés. Le chef du quartier Kimbulu déplore toutefois la pratique de lynchage dont ont fait montre les habitants de cette partie de la ville, qui ont lapidé les fugitifs appréhendés.

Kinshasa: plusieurs quartiers privés d'électricité. L'obscurité règne dans plusieurs communes, dont celle de Lingwala notamment sur les avenues Buta, Aketi, Kalebelembé et autres. Dans la commune de Brumbu, le quartier Beau marché n'est pas servi en énergie électrique. A Masina, les habitants du quartier Abattoir affirment que le courant électrique est devenu un "jeu de lumière". Le quartier GB, certaines parties de Ma Campagne dans la commune de Ngaliema sont aussi concernés.

Nord-Kivu : nouveaux affrontements des groupes armés à Nyabiondo. Deux groupes armés, le NDC/Renové et l'APCLS, se battent pour le contrôle des villages comme Kyaninga et ses environs. «Ce qui m'étonne, c'est que la population de Kyaninga a fui. Et pourtant, la zone est sous contrôle des Fardc. Mais, curieusement, ces rebelles viennent se pavaner dans la zone. Nous ne comprenons pas », a déploré le député provincial Alexis Bahunga.

Kwilu : les militaires reçoivent leurs cartes biométriques pour faciliter leur paie. Pour les militaires, cette carte est d'une très grande importance, car, la plupart d'entre eux qui sont nouvellement affectés à ce bataillon et qui revenaient de la base de Kitona en recyclage, ne parvenaient pas à toucher leurs salaires. Ces derniers étaient bloqués à la banque, à cause de leurs situations d'irrégularité : certains avaient perdu leurs cartes militaires et d'autres, en revanche, étaient sans unité d'affectation.

Délestage à Kinshasa : la SNEL évoque la vétusté des câbles électriques. D'après le directeur chargé d'exploitation et maintenance au département de distribution à Kinshasa, Denis Tukuzu : « Cela est lié en grande partie à des causes exogènes. Vous savez très bien que nous avons connu une succession de pluies qui se sont abattues sur la ville de Kinshasa. Et on a un sérieux problème de la voie urbaine, il y a eu des inondations partout. Donc, quand il pleut nous avons surtout des quartiers périphériques et même dans certains quartiers au cœur de la ville qui s'inondent, même à Gombe. Et pour protéger la population, nous exécutons des coupures volontaires, des retraits volontaires pour éviter des accidents ». Il appelle la population en général et la clientèle en particulier à la patience, des solutions sont en train d'être trouvées.

La RDC élabore sa politique nationale forestière. « Fondamentalement les faiblesses de la gestion forestière de notre pays proviennent du fait que la législation était basée essentiellement sur les règlements d'administration. Ce qui occasionnait parfois des conflits entre exploitants et que la fiscalité forestière était encore à parfaire », a déclaré le ministre de l'Environnement, Claude Nyamugabo. Pour lui, 36 ans après le premier symposium, le pays ne dispose toujours pas malheureusement d'un document de politique forestière nationale. Il a donc levé l'option de doter la RDC de sa politique forestière nationale, d'ici à la fin 2020, avec l'appui des coopérations japonaise et allemande.

Les Etats-Unis et la RDC réduisent les frais de visa pour leurs ressortissants. A partir du 2 mars 2020, les Congolais ne paient plus les frais de réciprocité de 250 dollars Us pour l'obtention du visa américain. Cette annonce a été faite mercredi 4 mars par l'Ambassade des Etats-Unis à Kinshasa. Cette mesure fait suite à la décision prise par le gouvernement congolais de réduire les frais de visa pour les Américains souhaitant se rendre en RDC.

Des ONG appellent à la tenue d'élections locales. Le consortium des missions d'observation des élections et les principales organisations de la société civile ont convenu de mener un plaidoyer pour obtenir la tenue d'élections locales dans les meilleurs délais. Les pressions sont faites aux décideurs pour que ces élections soient enfin tenues, averti le coordonnateur de ce consortium à l'issue d'un atelier mercredi 4 mars à Kinshasa. Les élections locales, prévues par la constitution promulguée en 2006, ne se sont jamais organisées en RDC ; après trois scrutins présidentiels.

Nord-Kivu : près de deux semaines sans Ebola à Beni. « Nous nous réjouissons du fait qu'il s'observe une nette évaluation dans le cadre de la lutte contre l'épidémie Ebola. Nous comptabilisons près de deux semaines sans nouveau cas de maladie (...) nous voudrions appeler la population à maintenir le cap. Ça signifie que nous devrions observer jusqu'à s'acheminer au 42^e jour afin que l'épidémie soit déclarée finie », a indiqué le coordonnateur du comité d'appui à la riposte (CAR).

Vendredi 6 mars.

Kinshasa : 600 sinistrés des inondations reçoivent une assistance de la Chine. Il s'agit particulièrement des sinistres du quartier Ndanu, dans la commune de Limete. La croix rouge de la RDC a procédé à la distribution de ce don constitué des bâches, moustiquaires, casseroles et autres équipements.

Nord-Kivu : la Banque mondiale finance les travaux de modernisation de la douane de Kasindi. Les travaux de modernisation du poste frontière de Kasindi-Lubiriha, situé à environ 90 Km à l'Est de la ville de Beni, ont été lancés mercredi 4 mars à Kasindi, cité frontalière entre la RDC et l'Ouganda. Ces travaux, fruits du partenariat entre la RDC et la Banque Mondiale, vont permettre d'améliorer le flux commercial et les services douaniers et de l'immigration.

Lubumbashi accueille la huitième assemblée des autorités locales des pays des Grands Lacs. Ces assises sont placées sous le thème : « Le rôle des maires en matière de la santé, de l'hygiène et de la protection sanitaire. ». « La perturbation du tissu social par ces conflits armés a occasionné des urgences sanitaires d'une très grande ampleur créée par des maladies transmissibles à caractère endémique, épidémique et pandémique tel que le choléra, paludisme, la rougeole, la fièvre hémorragique ou Ebola, le VIH/ sida, la tuberculose, la grippe et prions pour que Dieu nous protège du coronavirus qui fait la terreur dans le monde ». La plateforme des autorités locales des pays des grands lacs compte comme membres la RDC, le Rwanda, le Burundi, l'Uganda, auxquels se sont joints la Zambie, la Tanzanie, et la Guinée Conakry.

Kinshasa : mise au point de l'OGEFREM pour contrer une rumeur véhiculée sur une vidéo l'accusant de tracasseries à Mombasa. Le directeur général de l'Office de gestion de fret maritime (OGEFREM), Patient Sayiba, a déclaré que « son entreprise est un outil important de souveraineté de la RDC et n'est impliqué ni de près ni de loin à quelque tracasserie que ce soit ». « Non seulement nous devons la (marchandise) tracer, nous devons aussi l'identifier. Nous devons savoir ce qui va arriver dans notre pays. Et si ce sont des armes qui passent par-là, qui va en donner des explications ? Sinon, l'Office de gestion du fret ! Il ne s'agit pas d'une tracasserie mais bien au contraire, ce sont des mesures non seulement de sécurité mais aussi même de facilitation du commerce !»

Maniema : la relance de l'agriculture doit passer par le désenclavement des milieux de production (John Milimo). John Milimo, président du Réseau sécurité alimentaire au Maniema (Resam/ASBL) propose : « Il faut relever le défi de l'enclavement. Parce que quand les entités sont enclavées, il ne faut pas prétendre parler de la relance agricole. Il faut aussi tenir compte de la cartographie des zones agricoles du Maniema ». Il dénonce aussi ce qui empêche la relance de l'agriculture au Maniema : « La mauvaise politique agricole, c'est-à-dire il y a des projets qui ne s'adaptent pas au niveau du contexte du Maniema. Des fonds sont décaissés mais ne sont pas affectés à l'agriculture. A cela s'ajoute l'exode rural dû aux affres de guerre, l'enclavement des milieux de production, le non-fonctionnement des institutions de recherche agronomique ».

Sud-Kivu : Bakisi a retrouvé son statut de secteur et non de chefferie, à la suite d'un jugement lors du conseil d'Etat du 11 février répondant à une plainte introduite par un fils du territoire de Shabunda vivant à Kinshasa. Pour la société civile de Shabunda l'autorité compétente doit nommer un chef de secteur intérimaire en attendant que les élections soient organisées pour obtenir un chef du secteur de Bakisi en bonne et due forme.

Kananga : 67 malades vont bénéficier de la campagne de réparation des fentes labiales et palatines. L'ONG SMARL TRAIN rapporte avoir déjà enregistré ce nombre depuis le 22 février dernier. Les opérations se dérouleront gratuitement du 11 au 15 de ce mois de mars à l'Hôpital général de référence de Lukonga à Kananga. Les enfants qui pèsent moins de 6 kgs

et les malnutris souffrant de fentes labiopalatines ne sont pas éligibles pour cette campagne, parce qu'ils ne peuvent pas supporter ce type de chirurgie et l'anesthésie qui va avec.

Kindu : les déplacés de Balanga vivant à Lokandu sollicitent l'assistance du gouvernement. Plus de 1.000 déplacés de Balanga vivant à Lokandu sollicitent l'assistance du gouvernement, pour regagner leurs villages respectifs après la reddition des miliciens "Revendiquants." Parmi ces déplacés, on compte des femmes violées et plusieurs malades.

Ituri : 4 personnes tuées lors d'une attaque des ADF à Kawame, à environ 85 km de Mambasa-centre (Ituri). Selon le Coordonnateur de l'Organisation de défense des droits de l'homme (CRDH), c'est dans l'après-midi de jeudi qu'une dizaine d'hommes armés, habillés en tenue similaire à celle des Fardc, ont attaqué un groupe d'habitants qui se trouvait dans un champ à Kawame, en les découpant à la machette. Pour lui, l'accès très difficile de cette zone favorise ces hommes à commettre ces actes. Il ajoute qu'à ce jour environ 40 personnes sont déjà sauvagement tuées par ces présumés ADF dans les localités de Baiti, Nyaogo, Makeke, Banyuka et Kawame toujours dans le groupement Bangole.

Insécurité à Lubumbashi : la société civile du Haut Katanga dénonce la diffusion des messages à caractère tribal. Bertin Tshoz, responsable du groupe thématique Gouvernance sécuritaire et paix appelle ce jeudi les responsables des partis politiques de mettre fin à ces discours. Certains quartiers de la ville de Lubumbashi connaissent un regain d'insécurité. Pour exprimer leur ras le bol des nombreux jeunes sont descendus dans la rue le mercredi dernier exigeant la démission du gouverneur de province et de son ministre de l'intérieur. Un jour après, d'autres jeunes ont aussi manifesté pour apporter leur soutien à l'autorité provinciale mettant en garde ceux qui demandent sa démission. Et depuis, ces messages à caractère tribal sont distillés à travers les réseaux sociaux.

Haut-Katanga : plaidoyer pour l'amélioration des conditions d'accès des femmes aux soins de santé de qualité, à la paix et la sécurité. Elles plaident aussi pour que la parité homme femme soit effective. Elles s'opposent aussi à l'insécurité sociale qui perturbe la paix sociale et demandent la protection des femmes et des enfants des violences. Elles ont aussi plaidé pour la prise en charge des femmes victimes de viol lors des cas de cambriolages et la mise en place des fonds pour l'autonomisation de la femme.

Sud-Kivu : des détonations d'armes lourdes et légères entendues à Ruzizi, au sud-est de la cité de Sange. Ces détonations d'armes lourdes et légères tirées depuis la forêt de Rukoko, à la frontière avec le Burundi, ont semé la panique parmi les habitants qui exerçaient leurs activités agricoles à Runingu du côté congolais. Le commandant du 122e bataillon spécial des FARDC a affirmé qu'il s'agissait de troupes de l'armée régulière qui menaient des opérations militaires dans la région pour démanteler les cachettes de forces négatives. Ces dernières ont commis des exactions contre des civils dans les secteurs 5 et 6 de Kiliba ONDS ainsi que dans les environs de Mwaba.

Beni : 10 militaires poursuivis pour viol. Pour le greffier principal de la cour militaire du Nord-Kivu, colonel Juvénal Saro, ces audiences foraines sont d'une importance capitale : « C'est pour permettre à ce qu'on puisse désengorger tant soit peu les prisons de Beni et Butembo. La seconde (raison), c'est celle qui permet à ce que nous puissions approcher la justice aux justiciables et la troisième ; c'est celle de permettre à ce que les témoins des infractions soient en même temps les témoins de la répression ». C'est la première fois depuis 4 ans que la cour militaire du Nord-Kivu siège en foraine à Beni. Au total, 53 dossiers sont concernés, dont 23 de viol et violences sexuelles commis par des militaires et policiers dans la région.

Tshopo : 17 braconniers déposent leurs armes. Dix-sept braconniers et leurs dépendants (4 femmes et 15 enfants), qui opéraient dans le parc de la Lomami dans le territoire d'Opala, ont déposé les armes et sont cantonnés au camp Lukusa à la rive gauche du fleuve Congo, dans la province de la Tshopo. Ces braconniers ont également rendu deux armes de guerre, dix armes de chasse, quelques flèches empoisonnées et une lance.

Kwilu : les autorités annoncent la suppression de barrières routières et fluviales. « Le gouvernement provincial a décidé de la suppression de toutes ces barrières ; donc, toutes ces barrières ont été supprimées. Le Kwilu ne peut pas faire exception à cette mesure-là (du chef de l'Etat). Nous l'avons appliquée et elle va être appliquée comme il se doit. (...) Il ne s'agit pas seulement de barrières terrestres, même les barrières fluviales, tout cela est supprimé», a déclaré le ministre provincial.

Kisangani : des journalistes sensibilisés sur le coronavirus, par l'Unicef et la division provinciale de la santé. L'assistant chargé de la surveillance épidémiologique à la division provinciale de la santé, affirme que Kisangani est l'une des quatre villes de la RDC considérées comme à haut risque en raison du trafic très intense dans ces entités : « Nous avons des vols

internationaux partant de Chine -Addis Abeba pour Kisangani. C'est comme ça dans le cadre de la prévention, nous avons interrompu momentanément ces vols pour ne pas avoir des gens qui viennent de là pour nous ». Les informations livrées aux journalistes concernent notamment l'origine, les symptômes, les modes de contamination ainsi que la prévention. Après cette formation, les journalistes ont invité leurs pairs à d'exploiter les différents genres journalistiques en faisant intervenir les experts en la matière.

Me Cathy Furaha : « La femme de l'Est de la RDC n'a plus besoin de la guerre », elle a besoin de la paix dont elle en a le droit. Pour Me Cathy Furaha, les hommes et les femmes doivent ensemble lutter contre les violations des droits de la femme.

Le membre de l'Eglise du Christ au Congo (ECC)-Butembo, Zawadi Mangolopa, a de son côté appelé les femmes à entreprendre différents métiers afin de contribuer à l'épanouissement de leurs ménages.

Psychose sur le coronavirus au Kasai : le gouverneur Pieme appelle au calme. Le 29 février dernier, 4 Chinois sont revenus de leur pays pour rejoindre leur poste de travail au sein de l'entreprise qui construit la route nationale numéro un sur le tronçon Tshikapa-Kamwensha. Sur place, les responsables de l'entreprise ont décidé de les mettre en quarantaine durant la période d'incubation de quinze jours de coronavirus. Pendant ce temps, deux d'entre ces quatre Chinois présentent des signes de paludisme. Diverses sources renseignent que les habitants des villages Masangu Katoka et Ntumba Kapanga, où les Chinois entreposent le matériel de construction, se vident de leurs habitants.

Le FPI annonce un recouvrement forcé de ses créances. Le délai de 48 heures pour l'arrangement à l'amiable accordé à tous les débiteurs du Fonds de promotion de l'industrie (FPI) est clos, ouvrant la voie à un recouvrement forcé. Depuis plus de quatre ou cinq ans : « Il y a un certain nombre de dossier, autour de 99, mais ces dossiers soit n'ont pas été réalisés, soit les gens ne remboursent pas, soit les personnes tentent d'échapper au FPI et disparaissent. C'est un montant autour de 72 millions ». En réalité, le montant total serait de près de 150 millions. D'où, la contrainte s'impose.

Samedi 7 mars.

« La participation égale des femmes est essentielle à la stabilité ». « La participation égale des femmes est essentielle à la stabilité. Elle aide à prévenir les conflits et elle favorise un développement durable est inclusif. L'égalité des sexes est une condition préalable à l'édification d'un monde meilleur », a affirmé Nancee Bright, directrice de cabinet de la Monusco.

Mort du général Kahimbi : les premiers éléments indiquent « qu'il s'agit d'une mort par pendaison » (Tshisekedi). Le Président de la République a aussi informé les membres du Conseil qu'il avait décidé de diligenter une enquête indépendante à l'initiative de la Monusco et qu'il souhaitait que les enquêtes soient rapidement menées afin de déterminer les circonstances exactes de la mort du général Delphin Kahimbi.

Prévention contre le Coronavirus : le gouvernement annonce des mesures arrêtées. Au vu de l'évolution de l'épidémie qui continue de s'étendre dans plusieurs pays, le Président de la République a exhorté le Gouvernement à arrêter un dispositif efficace de contrôle et des modalités de prévention idoines à l'égard des passagers qui proviennent particulièrement des pays épidémiques, a indiqué vendredi 7 mars le porte-parole du gouvernement, le ministre David-Jolino Makelele. Le Ministre de la Santé a annoncé certaines mesures arrêtées. Il s'agit notamment de l'identification et surveillance, suivi des températures via les caméras thermiques au niveau des portes d'entrée ou postes frontaliers, le positionnement des transports des échantillons au niveau des grandes villes concernées. A cela s'ajoute la tenue régulière deux fois par semaine des réunions du Comité national de crise au ministère de la Santé avec tous les partenaires, ainsi que les autres secteurs (AAC, DGM, Police) sur l'évolution de l'épidémie.

Le gouvernement et l'ONU lancent un appel de fonds humanitaire de 1,82 milliard de dollars. Les besoins très élevés sont provoqués par des conflits violents, des catastrophes naturelles, des niveaux élevés de pauvreté, la faiblesse des infrastructures publiques et le manque de services de base. Ce mélange complexe continue de générer des déplacements, de la malnutrition, de l'insécurité alimentaire, des épidémies et des problèmes de protection », a précisé un porte-parole d'Ocha Jens Laerke, lors d'un point de presse à Genève. Cinq millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays en RDC, ce qui en fait le pays le plus touché par les déplacements internes en Afrique. Deux épidémies majeures -la rougeole et le virus Ebola - ont tué des milliers de personnes, plus de 15 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et 4 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë.

Ebola en voie de disparition en RDC, l'OMS prudemment optimiste. « Aucun nouveau cas de maladie due au virus Ebola n'a été signalé depuis le 17 février. Et le 3 mars, la seule personne dont la maladie a été confirmée au cours des 21

derniers jours a quitté le centre de traitement du virus Ébola » précise l'agence onusienne. « Il s'agit là d'une étape importante dans l'épidémie », se félicite l'OMS. Mais l'agence onusienne demeure prudente et se donne un délai de carence avant de crier « victoire ». En effet, au bout de quarante-deux jours sans recensement de nouveau malade, l'épidémie de fièvre hémorragique Ébola (la dixième sur le sol congolais depuis 1976) sera officiellement considérée comme terminée. De plus, l'OMS indique que le risque de réapparition de la maladie reste élevé. « Il est essentiel de maintenir les opérations de lutte, comme le prévoient les critères recommandés par l'OMS pour déclarer la fin de l'épidémie », relève l'agence onusienne dans son dernier bulletin épidémiologique. L'épidémie d'Ébola a fait 2.264 victimes

Sud-Kivu : les femmes des Hauts Plateaux d'Uvira et Fizi s'engagent à prêcher la paix. Cet engagement a été pris vendredi 6 mars à Bukavu à la clôture des travaux de deux jours organisés à leur intention par la section Genre de la Monusco. L'essentiel des travaux a porté sur l'implication de la femme dans la résolution et gestion des conflits communautaires.

Maniema : 450 maisons détruites à la suite d'une pluie diluvienne dans la commune de Kalima. « 255 maisons en paille, 175 maisons en tôles, 25 institutions de l'Etat. Il y a deux fils du préfet de l'institut Baganda foudroyés et qui sont hospitalisés dans un centre de santé privé. Certaines toitures sont emportées à 10 m de la maison. Certaines personnes passent la nuit à la belle étoile. Normalement je vais m'adresser aux autorités provinciales qui vont transporter le cri d'alarme de la population de Kalima à la haute hiérarchie et aux organismes pour intervention urgente », a lancé Kikobya Fataki, bourgmestre de Kalima.

Programme de 100 jours : la Regideso est à 75% de ses réalisations, selon son DG. Sur une enveloppe de 18 millions USD affectée à la Regideso dans le cadre du programme de 100 jours du chef de l'Etat, 11 millions ont déjà été reçus. Et cette entreprise commerciale est à 75 % de ses réalisations. Le directeur général de la Regideso, Clément Mubiayi ajoute que les grandes réalisations se sont opérées jusque-là, dans la ville de Kinshasa et principalement dans les Camps militaires.

Beni : 13 ADF et 4 militaires tués dans de violents affrontements le long de la rivière Semuliki. Selon les FARDC, ces violents affrontements ont éclaté après la découverte de nouveaux campements des ADF le long de la rivière Semuliki. « Il y a eu plusieurs campements et on les a attaqués pour les détruire. Il y a eu de résistance et on a recouru aux hélicoptères de combat et à l'artillerie de campagne. Il y a 13 terroristes ADF qui ont été neutralisés, il y a au total 4 militaires qui sont morts dont un officier supérieur de grade de major, commandant de compagnie », a expliqué le général Sylvain Ekenge. Pour lui, les FARDC ont « détruit tous les bastions des ADF, mais elles n'ont pas encore détruit le noyau dur des ADF puisque Baluku [Chef des ADF] et ses lieutenants continuent à courir et cherchent à reconstituer d'autres sanctuaires ».

Kinshasa : la police annonce un contrôle sur « l'état physique » des véhicules à partir du lundi 16 mars. Ce contrôle que va lancer la police concerne l'aspect extérieur et esthétique des véhicules notamment l'état des clignotants, des phares, des rétroviseurs, des parebrises, de la peinture, de la carrosserie, des véhicules sans plaques d'immatriculation, ... Les véhicules qui seront appréhendés seront directement conduits à la casse et aucune amende ne sera exigée au contrevenant ».

Dimanche 8 mars.

Journée de la femme à Beni : plaidoyer pour le suivi des dossiers judiciaires des prisonnières. Les prisonnières de la maison carcérale de Beni au Nord-Kivu sollicitent l'implication de la Monusco pour le suivi de leurs dossiers en justice. Vœu formulé samedi 7 mars, lors de la visite de réconfort de la Mission onusienne dans cette prison, où elle a remis des vivres et non-vivres à 56 prisonnières, en marge de la célébration de la journée internationale des droits de la femme. Une doléance à laquelle le chef de bureau de la MONUSCO par intérim, Josiah Obat, dit avoir pris à cœur, soulignant que « des mécanismes sont mis en place pour y répondre. »

Ituri : marche pacifique des femmes pour demander la restauration de la paix. Vêtues de noir et blanc, elles réclament la restauration de la paix et l'arrêt des hostilités dans cette province. Parmi ces femmes, il y avait des nombreuses déplacées de Djugu installées dans trois sites de la ville. Plusieurs pleuraient pendant la marche, pour dénoncer les tueries et les violences en Ituri dont sont victimes essentiellement les femmes et les enfants. « Il n'y a aucune raison de se réjouir, il y a encore de l'insécurité à Djugu, nous ne demandons qu'une seule chose : la paix »

Kinshasa : l'ONG MIES invite les hommes à bannir les violences conjugales. « Je vais d'abord m'adresser aux hommes, parce que le premier bourreau de la femme c'est l'homme. Parce que l'homme doit apporter une image protectrice de la femme. Mais c'est cet homme-là qui vient pour violer, pour dénigrer, rabaisser la femme », a recommandé Caroline Pindi, présidente de l'ASBL Mille et un Espoir (MIES). Elle a aussi indiqué que son ONG va sensibiliser les femmes et

jeunes filles afin de dénoncer tout cas de harcèlement et violence sexuelle. Elle se dit choquée que les gens trouvent normal « qu'un homme batte sa femme, alors que c'est quelque chose qui devrait être inacceptable. »

Une vingtaine de postes incontrôlés favorisent la fraude douanière à la frontière RDC-Ouganda. Les agents de la DGDA ont exposé leurs plaintes sur l'existence de ces pistes qui, selon eux, préjudicient le trésor public. A l'issue de ces échanges, le ministre Kamuha a visité 3 grandes pistes, situées le long de la rivière Lubiriha. Il s'agit notamment des pistes de Kamirongo, Kasindi-port et Kamuchanga. Selon lui, certains militaires congolais seraient à la base de cette fraude, en complicité avec la population locale. « La meilleure des solutions serait de fermer toutes les pistes. Mais lorsque vous comprenez, la porosité de nos frontières, cela explique qu'il y a effectivement la fraude. Voilà, pourquoi, nous sommes en train d'imaginer les mécanismes. Et peut-être, d'officialiser ces pistes à la manière de la petite barrière de Goma, pour que la barrière officielle soit réservée à la marchandise et que les petites pistes officialisées deviennent pour les petites cargaisons. Ça c'est l'une des propositions que nous allons amener à l'autorité », a affirmé David Kamuha. Le ministre a aussi demandé à la population de ne pas « construire le pays avec la fraude, car elle est destructrice du développement. »

Félix Tshisekedi inaugure un laboratoire de radiothérapie au centre hospitalier Nganda de Kinshasa. Selon la presse présidentielle, les équipements du centre de radiothérapie sont de haute facture à la pointe de l'électronique mondiale. Ils sont subdivisés en 3 compartiments : Un stimulateur de Radiothérapie capable de servir aussi au diagnostic. Un Accélérateur linéaire des particules qui est l'équipement de base. Il est la dernière trouvaille parmi les équipements les plus avancés dans le domaine de la Radiothérapie. Sa capacité est la prise en charge de 80 à 120 malades par jour. Plusieurs équipements de physique médicale, de contention du patient, de protection, des lasers de positionnement ; tout cela dans un bunker de sécurité.

Le HCR a reçu mandat d'assister les déplacés internes à Beni (Liz Ahua). « Nous avons fait appel à l'agence au niveau du siège et ils nous ont donné les ressources pour assister la population. Ils nous ont aussi donné l'approbation, parce que normalement le HCR, son champ de travail, c'est surtout avec les réfugiés, mais aujourd'hui le champ est aussi élargi pour assister dans la protection, les abris et donner aussi des petits besoins essentiels aux déplacés », a expliqué Liz Ahua, à l'issue d'une rencontre avec le maire de la ville de Beni. Il s'observe depuis quelques semaines un déplacement des populations qui fuient les attaques des ADF. Selon des sources officielles, actuellement le nombre des déplacés internes dans la région de Beni est d'environ 100 000 personnes, certaines venant de la province de l'Ituri.

Butembo : la Monusco assiste des enfants orphelins de guerre et d'Ebola. A l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits de la femme, une délégation de la Monusco a assisté, dimanche 8 mars, soixante-quatre enfants de l'orphelinat de Kyahala dans la commune de Bulengera à Butembo (Nord-Kivu), victimes des victimes des massacres et d'Ebola. Ils ont bénéficié d'un don des vivres et non vivres. Un geste qui a suscité du sourire aux lèvres des bénéficiaires et de la représentante du bureau urbain des affaires sociales qui a pris part à cette activité. Mme Dorcas Mbambu, coordonnatrice de la compassion pour les enfants en détresse (CED), affirme que la plupart de ces orphelins ont été ramassés sur les cadavres de leurs parents. « Les petits enfants sont ramassés sur les cadavres aux lieux des massacres. Certains nous sont ramenés par le Croix-Rouge, et d'autres par la Police nationale congolaise », a-t-elle fait savoir.

Lundi 9 mars.

Mbuji-Mayi : Denise Nyakeru lance la caravane Génération Egalité. « Ce concept consiste à faire installer quatre tentes dans une ville dans lesquelles sont discutés divers thèmes autour des droits des femmes dans les domaines de la santé, de la justice, du travail et de l'éducation. Dans cette caravane, qui cette année, ambitionne couvrir successivement cinq villes qui sont : Mbuji-Mayi, Matadi, Lubumbashi, Goma et Kinshasa, les femmes comme les hommes auront l'occasion de poser toutes leurs questions aux spécialistes qui y seront déployés et ainsi d'en sortir tous moins ignorants », a expliqué Mme Denise Nyakeru, la première dame.

Beni : 5 ADF tués et 4 armes récupérées dans les affrontements avec les Fardc à Kididiwe. Les assaillants sont des ADF défaits par l'armée il y a quatre jours le long de la rivière Semuliki. La situation est sous contrôle des Fardc qui sont toujours à la poursuite des assaillants.

Sud-Oubangui : élaboration de la feuille de route de couverture sanitaire universelle. L'accélération vers cette couverture va passer notamment par l'octroi des bourses d'étude pour la spécialisation du personnel soignant, note ce document. A cela s'ajoute le découpage de certaines zones et aires de santé, et l'implantation des mutuelles de santé. Le document prévoit aussi le contrôle citoyen et des actions transversales. Tout cela vise à offrir un grand service des soins de qualité à un grand nombre des gens et sans barrière financière, a indiqué le facilitateur de l'atelier le professeur Jeff Kabinda

de l'Université Pédagogique Nationale(UPN). Parmi ses engagements, le gouvernement provincial va prélever une partie des taxes sur l'alcool, le tabac, le carburant et autres produits afin de financer la réussite de ce processus.

L'évêque anglican au Nord Kivu alerte sur l'insécurité croissante à Rutshuru. Au terme de sa visite épiscopale dans cette partie du Nord Kivu, Mgr Désiré Mukanirwa Kadorho déclare avoir vu des Congolais qui abandonnent plusieurs villages de ce territoire en direction de l'Ouganda. D'autres sont soumis à la tracasserie des groupes armés, le kidnapping, paiement des taxes champêtres, ajoute-t-il. Selon lui, cette situation est invivable pour ces Congolais.

Tanganyika : les femmes et jeunes filles à l'école du savoir avec l'ONG Provah, à Kalemie, dans le but d'initier les femmes bénéficiaires à l'autonomisation pour la relance socioéconomique des milieux de retour. L'ONG locale Provah, (promotion de valeurs humaines), cible 190 femmes et 43 jeunes hommes dans ce projet. « Il faut que la femme se sente autonome avec les besoins primaires, qu'elle soit en mesure de les satisfaire à partir d'elle-même d'abord ».

Le FPI finance les activités d'une société de transport fluvial pour baisser les prix des produits. Les premières barges transportant 1100 tonnes de ciment, 50 tonnes de farine de froment et 50 tonnes du sucre ainsi que 2200 tonnes de carburant ont quitté le port de Kinshasa dimanche 8 mars à destination de Ndemba dans la province du Kasai oriental. « La stratégie du ministère de l'industrie c'est de dire comment faire fonctionner tout ce qui relève de l'industrie, c'est de créer des conditions de consommation. Voilà pourquoi le Fonds de promotion de l'industrie a pu financer les barges qui ont une capacité de plus de 2400 tonnes. Avec un objectif de devoir évacuer tous les produits industriels qui sont issus des industries de Kinshasa. Voilà pourquoi je me retrouve au port pour que je lance effectivement le départ vers le Kasai où un sac de ciment coûte 25 dollars, mais avec la stratégie du ministère de l'industrie le sac de ciment in fine va coûter autour de 12 dollars », a expliqué le ministre de l'Industrie Julien Paluku qui a donné le go de ce convoi. Selon lui, ces barges vont ramener les produits agricoles qui seront vendus à bas prix à Kinshasa.

Tanganyika : le gouvernement « déterminé » à en finir avec l'insécurité à Nyunzu. Parmi ces mesures, figure l'installation à Nyunzu-centre de l'état-major de la deuxième zone de défense. « Nyunzu reste momentanément le siège de la Deuxième Zone de défense avec, en permanence, le commandant de cette zone. Et un hélicoptère est resté permanent à Nyunzu pour tous les mouvements de terrain », a déclaré le ministre provincial.

Général Ekenge : « Nous n'encourageons pas les civils à rentrer dans les villages situés sur l'axe Mbau-Kamago ». « Ce n'est pas indiqué pour le moment. Le moment opportun lorsque la sécurité sera consolidée on va remettre officiellement ces routes à l'autorité politico-administrative qui pourra demander à la population de rentrer », précise le général Sylvain Ekenge. Selon lui, malgré la réhabilitation de la route Mbau-Kamango, celle-ci reste pour l'instant à l'usage militaire.

Nord-Kivu : 4 policiers tués par des bandits à Kisigari. Quatre policiers ont été tués et trois armes emportées par les assaillants lors d'une attaque des bandits présumés, la nuit de samedi à dimanche 8 mars contre un poste de police à Kisigari à plus ou moins 20 km de Rutshuru centre. La société civile locale s'inquiète de cette recrudescence d'insécurité, qui commence à toucher même les agents de l'ordre. Cette situation a créé une psychose dans la contrée.

Ituri : au moins 10 000 personnes abandonnent Biakato à cause des menaces d'attaque des ADF. Selon le chef de la chefferie de Babila Babombi, ces familles fuient des menaces d'attaque de cette entité par des présumés rebelles ADF dont la présence est signalée dans plusieurs localités environnantes. Le Chef coutumier de cette entité affirme que cette situation d'insécurité paralyse les activités scolaires et commerciales dans la région.

Lubumbashi : Kyungu wa Kumwanza appelle les jeunes à dénoncer les auteurs de l'insécurité. Pour lui la ville de Lubumbashi passe des moments difficiles caractérisés par l'insécurité, le vol, le viol et les meurtres. « Nous avons préféré agiter la sonnette d'alarme et demander à la population de se prendre en charge. Dénoncer tous les malfrats qui sont en train d'opérer à travers les communes, la province. Il faut par tous les moyens vigiler, dénoncer plutôt que de chercher à organiser des manifestations intempestives et anarchiques ». Le numéro 1 de l'Unafec estime que la corde tribale est agitée par certaines officines à Kinshasa. Et pour garantir la paix, il demande à la jeunesse de décourager toutes ces velléités.

Sud-Kivu : la circulation perturbée du centre-ville de Bukavu à l'aéroport de Kavumu. Cette situation est causée par la population du territoire de Kabare qui réclame la réhabilitation de la route totalement délabrée. « Aujourd'hui les travaux s'exécutent sur cette route à pas de tortue. C'est pour cela qu'on a demandé aux chauffeurs de ne pas sortir pour faire comprendre les autorités provinciales et nationales qu'il y a urgence. Ces derniers temps quand il pleut sur cette route, il n'y a pas moyen de circuler sur cette route, les personnes y passent la nuit ». Le coup d'envoi des travaux de réhabilitation des routes a été donné mercredi 20 mars 2019 à Nyantende dans le territoire de Kabare au Sud-Kivu par l'Office des routes.

Sud-Kivu : grève ce matin des armateurs du Lac Kivu. Ces armateurs disent protester contre la hausse de la taxe de sortie du bateau qui est passée de 10\$ à 50\$ US. Les propriétaires des bateaux dénoncent également l'existence d'une vingtaine de taxes leur imposées sous forme de tracasseries pour tout mouvement sur le lac. Le ministre provincial des transports et voies de communications, parle de la mauvaise foi des armateurs du Lac Kivu et sollicite la population d'utiliser la voie terrestre pour rejoindre Bukavu ou Goma en attendant une solution à cette question des armateurs.

Ebola : les derniers patients seront libérés mardi à Beni. Les personnes atteintes d'Ebola « vont finir leur surveillance aujourd'hui à minuit. Et demain matin, ils vont sortir de la surveillance. Mais nous continuons à surveiller surtout aux portes d'entrée », a affirmé Dr Muyembe Tamfum. Le professeur Muyembe a également annoncé une période de 42 jours d'observation avant la déclaration de la fin de l'épidémie en RDC : « Nous nous basons sur le dernier cas. Il a été testé négatif le 2 mars. Donc, il n'y a plus de possibilité de transmission de la maladie. Nous n'avons plus de sources de contaminations. Nous commençons à compter à partir de ce jour-là (le 2 mars) jusqu'à voir deux fois la période maximale d'incubation de la maladie ; c'est-à-dire 21 jours X 2. Donc, au bout de ces 42 jours que les autorités nationales vont déclarer la fin de cette épidémie ». Selon l'expert, 19 mois après la déclaration de l'épidémie à virus Ebola en RDC, 1169 malades ont survécu sur un total général de 3344 cas enregistrés.

Enquête sur la mort du général Kahimbi : la Monusco joue un rôle technique et scientifique. « Il est important de clarifier notre rôle dans l'enquête sur les circonstances de la mort du général Delphin Kayimbi. La Monusco n'est pas mandatée pour mener des enquêtes. Nous avons des compétences techniques et scientifiques en matière de médecine et d'analyse médico-légale. C'est dans ce domaine-là que les autorités congolaises nous ont demandés un soutien que nous avons apporté conformément à ce que nous essayons de faire », selon le porte-parole de la Monusco.

« Il n'y a pas encore de cas confirmé de coronavirus en RDC » (Ministre). Le ministre de la Santé, Eteni Longondo, a également annoncé les nouvelles mesures pour éviter l'entrée de cette épidémie au pays. « Les agents du ministère de la Santé, spécialisés dans la détection de maladies, sont postés dans des points d'entrée les plus fréquentés par des voyageurs qui viennent au Congo ; notamment les aéroports, les ports maritimes et les postes frontaliers terrestres. Tout passager passant par ces points d'entrée est soumis obligatoirement à un contrôle de la température du corps et des autres signes caractéristiques. Ceux qui seront positifs après les examens complémentaires seront retenus pour des soins appropriés (...) Ceux qui ne présenteront pas des signes liés à la maladie mais venant des pays épidémiques notamment la Chine, l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Iran, l'Irak et la Corée du Sud devraient rester en isolement volontaire de quatorze jours dans leurs domiciles».

Nord-Kivu : manque criant de médicaments à l'hôpital d'Eringeti. « Vraiment, il y a un grand problème parce que nous sommes dans un état d'autofinancement. Le peu que le malade va payer c'est là que nous allons prendre un pourcentage pour le personnel, un pourcentage pour le fonctionnement, un pourcentage pour l'investissement. Alors, quand le malade ne parvient pas à payer sachez que le personnel et le fonctionnement de la structure deviennent vraiment un problème sérieux ».

Mardi 10 mars.

Sud-Kivu : tension entre policiers et habitants délogés de Mumoshu. Une personne est morte lundi 9 mars à Mumoshu dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu). Les éléments de la police ont été pris en étau par la population lorsqu'ils venaient procéder au délogement forcé des occupants d'une concession querellée depuis plusieurs décennies au profit d'un particulier. Certaines sources locales parlent de deux policiers tués et de plusieurs blessés parmi les civils. Une vingtaine des paysans ont été arrêtés et conduits au parquet de Bukavu.

A la prison de Munzenze, les femmes recourent aux morceaux des matelas comme bande hygiénique. « Nous avons constaté qu'il y a un grand taux des infections urogénitales pendant leurs périodes des menstrues, elles n'ont pas de bandes hygiéniques. Elles nous ont dit que parfois, elles coupent des matelas pour absorber le sang qui coule. Les vases avec lesquels elles torchonnent leurs pavillons sont les mêmes qu'elles utilisent pour se laver », détaille Dr Ziziana Sakina. A Munzenze, les détenues se disent privées de plusieurs droits notamment l'accès aux soins hygiéniques et médicaux, l'accès à une justice équitable et bien d'autres droits. **Manque de moyens.** La directrice adjointe de cette maison carcérale, Brunelle Nkasa reconnaît toutes ces difficultés. Elle indique que le manque des moyens pour la plupart de femmes détenues, qui n'arrivent pas à se faire accompagner par des avocats, est à la base des détentions prolongées. La cellule des femmes à la prison de Munzenze compte actuellement 62 détenues ainsi que 18 enfants dont l'âge varie entre 6 mois et 5 ans, qui accompagnent leurs mamans dans la prison.

Ituri : le collectif « Sauvons le Congo » accuse la milice Codeco d'extorsion sur la route Bunia-Mahagi. Les miliciens du groupe armé Codeco profitent du mauvais état de la route Bunia-Mahagi (Ituri) pour commettre des exactions sur la population. C'est pourquoi nous interpellons le gouvernement de la République. Au gouvernement provincial, et au FONER nous leur demandons de rétablir le plus vite possible cette route », a-t-il recommandé.

Nord-Kivu : la population barricade les routes de Kirumba, à la suite du meurtre de deux personnes. Il s'agit d'un opérateur économique tué par balle par des inconnus et d'un présumé voleur lynché par la population. L'opérateur économique Germain Mumbere Lukombola a été abattu par des hommes armés non identifiés alors qu'il quittait son lieu de travail vers 21 h locales pour son domicile. Des habitants ont barricadé certaines artères en brûlant des pneus.

Haut-Katanga : le gouverneur interdit l'organisation des marches jusqu'à nouvel ordre. Face aux messages de haine tribale propagés sur les médias sociaux à Lubumbashi, le gouverneur du Haut-Katanga, Jaques Kyabula, a interdit l'organisation des marches dans la province jusqu'à nouvel ordre. « Je vous exhorte en tant que père de la province du Haut-Katanga, au-delà des clivages politiques et ethniques, de vivre en paix, de travailler dans la sérénité, de pratiquer chacun en ce qui le concerne dans la tranquillité ses activités. » Par la même occasion, il invite les jeunes à ne pas se laisser manipuler par des personnes mal intentionnées.

Célestin Engelemba : « L'espace du Grand Equateur ne profite pas de ses ressources économiques. » Malgré ses multiples ressources naturelles, dont la vaste étendue de la forêt équatoriale, avec 10 sites de conservation, les tourbières, les eaux douces, l'espace du Grand Equateur n'enregistre que de faibles retombées économiques de ces richesses pour ses populations, a déclaré le député national Célestin Engelemba. L'espace Grand Equateur est aujourd'hui composé de cinq provinces : l'Equateur, Mongala, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et la Tshuapa.

Unikin : les négociations entre gouvernement et professeurs évoluent bien (Apukin). Selon le Rapporteur de l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa, ces pourparlers pourront donner le résultat d'ici à la fin de la semaine. Il a aussi demandé au gouvernement de réhabiliter les routes menant vers l'Unikin qui sont délabrées. Il a, en outre, expliqué qu'une fois repris, les enseignements se donneront en système des modules : « C'est-à-dire un professeur prend quatre jours, il termine son cours, l'autre prend une semaine il enseigne comme on fait en provinces et après donnons le temps aux étudiants de pouvoir lire, se préparer, faire les travaux pratiques et puis nous allons à la session ».

Nord-Kivu : les enseignants plaident pour la prise en charge alimentaire des élèves à Eringeti. Dans son plaidoyer formulé, mardi 10 mars, le directeur de l'EP Eringeti, Roger Kambale Sibaminy, indique que les enfants vont à l'école affamer et n'arrivent pas à suivre normalement les cours. Pour lui, la mise en place des cantines scolaires pourrait aider les enfants vulnérables. Il a aussi souligné la nécessité d'organiser une formation pour les enseignants dans la prise en charge psychologique des élèves, qui vivent dans l'insécurité dans cette localité.

Nord-Kivu : la Cour militaire condamne trois militaires Fardc pour viol. Ils sont poursuivis pour viol avec violences et viol d'enfants dans la région de Beni en ordonnant leur arrestation immédiate. Par ailleurs, la cour a évoqué le doute pour acquitter deux autres militaires poursuivis pour les mêmes faits.

Tanganyika : des véhicules de gros tonnages interdits d'utiliser le pont de la rivière Lufuko. Le pont de la rivière Lufuko est situé à 55 km de Moba, soit 1 km en aval de la localité Lusaka. D'une quinzaine de mètres de longueur, le pont de la rivière Lufuko date de l'époque coloniale. Il permet de relier la cité de Moba à la Route nationale numéro 5, pour parvenir ainsi, soit à Kalemie, soit à Manono.

Tshopo : cinq morts dans le naufrage d'une baleinière à Kilamba, à 115 km en amont de la cité d'Ubundu (Tshopo). Elle a terminé sa course contre un arbre avant de sombrer dans les eaux du fleuve. Cinq personnes ont trouvé la mort dont trois hommes et deux femmes. Les rescapés ont été admis à l'hôpital général de référence de Lowa. Cet incident est survenu à la suite d'un vent violent accompagné de pluie. Ballottée par la violence du vent, l'embarcation avait perdu l'équilibre.

Sud-Kivu : le tronçon Bukavu-Uvira bloqué à la circulation. La situation reste toujours tendue à Mumosho, en territoire de Kabare à 20 km de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu. La route nationale numéro RN5 est toujours bloquée ce mardi par la population. Ce qui rend impossible le trafic entre Bukavu -Uvira en passant par Nyangezi et Kamanyola. La tension est montée brusquement lundi à Mumosho dans le groupement de Mudusa en territoire de Kabare, suite à la présence d'un important dispositif de la police, déployée pour chasser de force les habitants dans leurs villages considérés comme une propriété privée d'un homme d'affaire.

Denis Mukwege élevé docteur honoris causa, par l'Université protestante du Congo (UPC), mardi 10 mars, au cours d'une cérémonie en la cathédrale du centenaire à Kinshasa. L'UPC lui a décerné ce titre honorifique en signe de reconnaissance pour son engagement personnel dans la création de l'hôpital général et la fondation Panzi, la lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre, et aussi en tant que Prix Nobel de la paix 2018.

Ituri : calme précaire à la paroisse catholique de Fataki, après l'attaque de la milice Codeco. L'Abbé Guy-Robert Mandro a déclaré se rendre lundi à Kondoni, un village situé non loin de sa paroisse, sur sa moto, pour s'enquérir de la situation sécuritaire dans la zone, après des rumeurs qui ont circulé la veille et qui faisaient état de la présence des hommes armés dans cette entité. C'est alors qu'il est tombé dans une embuscade tendue par ces hors la loi, au même moment qu'une autre moto qui passait par là. De son côté, l'Abbé Eric Masini s'est sorti de cet acte avec plusieurs blessures à la machette dans le dos, sur la tête et trois de ses doigts ont par ailleurs été amputés. Ils ont été évacués par un hélicoptère de la MONUSCO de Fataki vers Bunia pour une prise en charge appropriée.

Un cas de Coronavirus enregistré en RDC. Selon le ministre de la Santé, le malade est « un Congolais résidant en France, âgé de 52 ans. Son état de santé est stable ». Il appelle la population au calme et au respect des mesures de prévention.

Kinshasa : rupture de stocks des produits importés de pays frappés par le Coronavirus. Selon les responsables de ces magasins, la demande est forte sur le marché. Plusieurs nouveaux produits n'arrivent toujours pas à cause du Coronavirus. Toutes les personnes qui doivent expédier la marchandise sont en quarantaine en Chine. « Ils ne peuvent pas voyager et sont coincés », précisent-ils. Ces commerçants ont affirmé craindre leur incapacité de payer les travailleurs à la fin du mois.

Sud-Kivu : deux morts après combats entre FARDC et Mai-Mai Raia Mutomboki. Selon les sources de la société civile et de l'armée, les combats ont eu lieu à Bigizi près de Chaminunu en groupement de Kalonge dans le territoire de Kalehe. Ces sources renseignent que les assaillants ont fui après une heure d'échanges de tirs avec l'armée régulière. Dans leur fuite, les assaillants se sont rabattus sur la localité de Bugaru qu'ils ont pillée en dispersant les habitants par des coups de balle.

Coronavirus : la FEC appelle les opérateurs économiques à éviter la spéculation des prix. « Même si dans l'immédiat on ne sent pas directement l'impact économique de l'épidémie étant donné qu'il y a déjà certaines commandes qui avaient déjà été lancées avant que le fléau ne prenne autant d'ampleur, dans les jours à venir, nous allons nous retrouver vraiment en difficultés si on n'arrive pas à régler assez rapidement le problème de cette épidémie » indique le vice-président national de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) Selon lui, la Fec est en train de voir éventuellement comment trouver des produits de substitution et d'autres sources d'approvisionnement, où l'épidémie n'a pas encore atteint suffisamment la population et il invite les commerçants à éviter de faire des spéculations autour de cette crise pour créer la rareté des produits et augmenter leurs prix sur le marché.

Mercredi 11 mars.

Geneviève Inagosi : « Le combat pour la protection des droits des femmes doit également inclure les hommes ». «Je demande à tous les hommes, des hommes qui croient en la capacité des femmes, des hommes qui poussent des femmes à donner les meilleurs d'elles-mêmes pour leur participation au développement de ce pays de nous », a déclaré la députée nationale Geneviève Inagosi Kasongo à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. L'ancienne ministre du Genre estime par ailleurs que lutter pour les droits des femmes, c'est lutter contre la pauvreté.

Procès du meurtre des experts de l'ONU : l'audience renvoyée à la suite de l'absence de certains avocats de la défense. Lors de la dernière audience, c'est le prévenu Thomas Nkashama qui était à la barre. Le colonel Muwau estime que la Cour devait continuer à entendre l'accusé. « Son conseil n'étant pas présent, la Cour ne saura pas siéger parce que les faits reprochés au prévenu sont extrêmement graves », poursuit le ministère public, demandant que la cause soit renvoyée. Le président de céans prend acte de l'avis de l'organe de la loi et renvoie la cause à la prochaine audience.

La FEC et la Fondation Panzi s'engagent pour la réinsertion économique des victimes des violences sexuelles. « La Fédération économique du Congo veut soutenir ces femmes, pour avoir des microentreprises, par exemple la transformation du manioc dans le Sud-Kivu que la FEC veut étendre dans d'autres provinces. Ça c'est la première question. La deuxième question, comment on peut soutenir les petites entreprises, souvent, qui sont créées par des femmes qui n'ont pas beaucoup de moyens, mais qui progressent dans ce qu'elles font », a expliqué le Dr Denis Mukwege. Selon le Prix Nobel de la paix 2018, la FEC va aussi aider ces femmes à rédiger des projets bancaires. Le premier volet de ce partenariat va consister à identifier les opérateurs économiques qui veulent accompagner ce projet, a précisé pour sa part le président du patronat.

Beni : sortie d'hôpital des 11 derniers contacts suspects de la maladie à virus Ebola. A ce jour, les centres de traitement d'Ebola, les centres de transit et les sites d'isolements de contacts suspects sont désormais vides. Mais la fin de l'épidémie n'est pas encore déclarée, ont prévenu le maire de Beni et le coordonnateur de la riposte dans cette ville. D'où, leur appel à la population, à respecter les règles d'hygiène et à continuer à collaborer avec les équipes de riposte contre Ebola jusqu'à la déclaration effective de la fin de l'épidémie.

Ituri : les Fardc capturent 15 assaillants à la frontière entre la RDC et l'Ouganda. La plupart de ces personnes interpellées sont des assaillants du groupe armé Codeco, actif dans le territoire de Djugu. Ces derniers sont allés prêter main forte aux éléments d'un autre groupe armé du côté ougandais. Ils ont été capturés par les Fardc à la frontière alors qu'ils voulaient échapper à la riposte de l'armée régulière ougandaise.

Shabunda : carence des médicaments dans les hôpitaux à la suite de la fermeture des aéroports. Plus de dix jours après la fermeture des aéroports de Shabunda dans la province du Sud-Kivu, les principaux hôpitaux annoncent déjà la carence en médicaments et autres intrants. L'hôpital général de Shabunda annonce la carence en médicaments et autres intrants qui préviennent généralement de Bukavu. Même les sociétés de télécommunications fonctionnent maintenant avec le reste de carburant sur leurs antennes qui risquent de couper à tout moment. Il se constate aussi la flambée des prix des biens de première nécessité. Les quelques stocks des biens et vivres commencent à s'épuiser et sur le marché, les articles se vendent au double voire au triple du prix normal. Les habitants qui bloquent les aéroports campent toujours sur leur position. D'après eux, il n'y aura pas de réouverture des aéroports tant que les travaux de réhabilitation de la route Bukavu-Shabunda n'auront pas débuté. Depuis le 28 février dernier, les habitants de Shabunda ont refusé l'accès d'atterrissage à tous les avions en provenance de Bukavu et Goma, leur principale voie d'approvisionnement en l'absence de la route.

Nord-Kivu : deux morts lors d'une altercation entre militaires et civils à Kirumba. Selon le président de la société civile de Kirumba, la population en colère voulait s'en prendre aux Forces armées de la RDC. Elle soupçonne l'armée d'être auteure de l'assassinat d'un opérateur économique de la place la veille. Ces dernières ont réagi en tirant sur des manifestants. Une réunion de sécurité se tient en ce moment à Kirumba pour tenter de trouver une réponse à cette situation tendue.

Haut Katanga : l'Université Nouveaux Horizons organise un colloque sur les mines. Ce Colloque, indique le professeur émérite Alexis Takizala Masoso, recteur de cette Université, a pour objectif de mettre en exergue les enjeux et les défis réels de l'exploitation minière en RDC. « Nous voulons mettre en lumière les enjeux, les défis qu'il y a dans le domaine de l'exploitation minière dans ce pays, et nous espérons avoir des enseignements qui pourraient aider tous ceux qui sont impliqués dans les chaînes d'approvisionnement des minerais en RDC d'adopter des stratégies, des attitudes en vue d'une vision qui puisse être utile et servir à tout le monde dans ce secteur en particulier », a indiqué le professeur Alexis Takizala Masoso.

Kinshasa : manque d'intrants pour les malnutris à la pédiatrie de Kalemeleme. « Pour ce mois (mars), nous avons 7 cas des enfants mal nourris que nous prenons en charge. Mais, il y a un problème des intrants. Ces produits nous arrivent en retard et voire même de fois en date de péremption et cela ne nous facilite pas la tâche », a expliqué la responsable de l'Unité. L'hôpital pédiatrique de Kalemeleme a été fondé en 1948 par la Croix Rouge du Congo Belge. Devenu hôpital d'état en 1973, sa gestion a été confiée en 1997 à la Croix Rouge Belgique en partenariat avec la Croix Rouge du Congo.

Tshopo : les structures sanitaires dépourvues des antirétroviraux pédiatriques. « Ces commandes de ARV se font au niveau national et là il y a pénurie dans toutes les provinces. Les conséquences sont là. Il peut y avoir un problème de résistance. Manquez des ARV c'est vraiment un problème très crucial. Il faudrait qu'on trouve une solution urgente surtout pour les enfants que ça soit du côté du gouvernement ou des partenaires », a indiqué Rufin Bokelo.

Ituri : dix personnes tuées en 3 jours à Djugu. Environ dix personnes dont un militaire ont déjà perdu leurs vies en l'espace de trois jours dans la localité de Maze, en chefferie de Bahema-Nord, en territoire de Djugu. Face à ces tueries, l'Organisation de Défense des Droits de l'Homme « Justice plus » condamne le relâchement des services de sécurité et elle a, également appelé les forces de sécurité à mettre fin à ces tueries et que leurs responsables répondent de leurs actes.

Nord-Kivu : de violents combats entre FARDC et ADF à Lahe. D'après les sources sécuritaires, c'est depuis deux jours que l'armée et les ADF s'affrontent au Nord-Ouest de Lahe, ancien bastion rebelle, situé dans la forêt du territoire de Beni,

aujourd'hui sous contrôle de l'armée. Jusqu'à mercredi 11 mars, les combats se poursuivaient encore, et l'armée ferait usage de l'artillerie lourde face à la résistance des ADF.

Nord-Kivu : réunion des responsables renseignements militaires de Grands lacs à Goma. Selon le porte-parole militaire des Fardc, la paix était au centre de leurs discussions. « Nous sommes ici pour échanger sur la possibilité et la posture à adopter pour intensifier l'échange des renseignements et d'information. Donc mutualiser les renseignements pour mieux attaquer l'ennemi commun qui sont les forces négatives afin de les éradiquer pour que la paix soit l'état commun de toute la région », a-t-il déclaré. Les pays qui prennent part à cette rencontre sont : Burundi, Rwanda, RDC, Tanzanie, Ouganda. Les délégués de l'armée américaine en Afrique (Africom) et de la Monusco prennent aussi part à cette rencontre.

Haut-Katanga : la société civile dénonce l'insécurité à Kasumbalesa. « La nuit de lundi à mardi à Kasumbalesa, des malfrats ont visité une trentaine de maisons au niveau des quartiers de mérites et de plateau où il y a eu un cas de mort un policier qui est décédé, assassiné dans son domicile. Deux femmes enlevées dont la femme du défunt. Dans l'autre maison où ils ont pénétré, ils ont violé des jeunes filles et jusqu'à tel point qu'ils ont enlevé la responsable de la maison. Les forces de l'ordre sont arrivés sur le terrain il y a eu échange des tirs jusqu'à tel point que les malfrats ont fui en tirant les coups de balles », a relaté le président de la société civile. Il déplore que les auteurs de ces actes ne soient pas encore identifiés.

Le Pont-Route-Rail entre Kinshasa et Brazzaville nécessite 550.000.000 USD. Les travaux de construction du Pont-Route-Rail entre Kinshasa et Brazzaville et le prolongement du chemin de fer Kinshasa-Ilebo pourraient démarrer en 2023. La mise en exploitation est prévue en 2028. Le coût estimatif de la construction du Pont-Route-Rail s'élève à 550.000.000 de dollars américains. Pour sa part, le ministre des Transports et Voies de communication indique que la construction du port en eaux profondes de Banana débutera d'ici la fin 2020. Ce port fait partie des projets prioritaires de la RDC, a renchéri le ministre du Plan, Elysée Munembwe. Selon elle, le processus de sa construction a connu des avancées.

Le malade de Coronavirus « se porte plus ou moins bien » (Ministre) « Ce que nous sommes en train de faire, c'est beaucoup plus suivre du moins les personnes avec qui il a été en contact. Jusque-là, on en a dénombré 109 personnes qui seront mises en isolement. Il y a aussi les passagers avec qui il était dans l'avion le 8 (mars), quand il est arrivé (à Kinshasa) », a indiqué le ministre de la Santé. Le ministre de la Santé assure que ses services sont en train de travailler avec le service d'immigration et possède déjà une liste des passagers qui doivent être mis en isolement volontaire chez eux à la maison.

Coronavirus à Kinshasa : panique générale à l'hôpital de l'Amitié sino-congolaise de N'djili. Tous les médecins et infirmiers de l'hôpital de l'Amitié sino-congolaise de N'djili évitent d'y accéder par crainte de contamination. Tous sont dehors avec les masques de protection au nez et à la bouche. Ils affirment ne pas comprendre pourquoi ce cas a été transféré dans leur hôpital, alors qu'il n'est pas spécialisé pour prendre en charge des cas de Coronavirus. Pendant ce temps, la population de N'djili est en alerte générale. Elle plaide pour un transfert immédiat de ce cas de Coronavirus à Kinkole, où le gouvernement avait annoncé avoir aménagé un centre spécialisé.

Jeudi 12 mars.

Les Fardc et la Monusco intensifient leur collaboration dans la traque des ADF à Beni. « Les drones de la Monusco identifient les positions des ADF où ils se cachent et nous traitons ces positions-là avec nos hommes et notre artillerie. Sinon, on ne pouvait pas identifier les positions des ADF qu'on est en train de bombarder. La Monusco est là pour nous appuyer en termes de renseignements, d'évacuation sanitaire, de livraison de notre logistique aussi dans la réhabilitation des routes », a déclaré le général Sylvain Ekenge.

Meurtre de Zaida Catalan et Michael Sharp au Kasai: trois ans déjà. Le 12 mars 2017, Zaida Catalan et Michael Sharp, membres du groupe d'experts des Nations unies qui enquêtent sur les violences qui déchirent alors la région du Kasai, sont tués près de Bunkonde, village situé à 75 kilomètres de Kananga. Leurs corps sont découverts deux semaines plus tard. Trois ans après, la justice militaire tente encore de découvrir ce qui s'est passé. Trente personnes en détention sont actuellement jugées par la Cour. Une vingtaine d'autres personnes poursuivies sont toujours recherchées.

Kinshasa : la gratuité de l'enseignement impactée par le manque de planification, et des problèmes liés aux ressources humaines, logistiques, techniques et financiers (Enquêteurs). Pour les enquêteurs, cette réforme ne sera effective qu'au rétablissement de la dignité des enfants et lorsque seront enrayés les discriminations. « Tous les enfants doivent avoir accès à l'école, les enfants issus des familles démunies, les enfants vulnérables, les enfants de la rue, les enfants en séparation familiale. C'est seulement à cette condition là qu'on dira que la gratuité est effective », a déclaré la présidente de la Coalition, Me Elodie Muzigirwa. Selon elle, il y a encore du chemin à parcourir.

Coronavirus : la province de Bandundu sensibilise ses administrés sur les mesures préventives. Pour le Dr Arnold Kapalati, ministre provincial de la sante du Kwilu, dans peu de temps, tout sera vulgarisé par rapport à l'ampleur de l'épidémie. « Bientôt vous verrez les signes ou les signaux dans les différents aéroports comme à l'entrée de la ville et nous allons nous mobiliser et mobiliser la population pour lutter pour bouter cette épidémie hors de la province du Kwilu », a-t-il poursuivi.

Tanganyika : la prévention contre le coronavirus doit se focaliser sur les ports et aéroports. « Au niveau de l'aéroport, tout est facile, parce que c'est un nombre réduit de passagers qui descendent de l'avion, et il est facile de les contrôler. Au niveau du port, il y a des difficultés que vous-mêmes vous connaissez, mais aujourd'hui, nous avons vraiment tapé le poing sur la table en instruisant les différents responsables au niveau du port, des différents services, de prendre les choses au sérieux», a souligné Dr Natacha Mulange, la ministre provinciale de la santé.

Nord-Kivu : l'ONU Femme reste solidaire avec les femmes de Beni. « Il y a quelques semaines une délégation des femmes leaders d'Afrique section RDC s'est rendue à Beni pour une mission de solidarité et pour avoir des échanges directs. C'était la première fois que ce réseau se rendait dans une mission de solidarité à Beni. Ce réseau étant appuyé par ONU femme nous pensons que c'est également une façon de s'assurer que le message est porté aux femmes de Beni donc nous continuerons, et dans les prochaines semaines ou dans les prochains mois cela se traduira en terme plus concret ».

Le député Tony Mwaba dénonce des entraves dans la mise en œuvre effective de la gratuité de l'enseignement. Il cite notamment : La disparité salariale, L'alignement des écoles privées parmi les écoles publiques, La création inopportune de nouvelles provinces éducationnelles, L'insertion des fictifs parmi les agents nouvellement engagés. Selon lui, si le ministère maintient 30 provinces éducationnelles, le problème de paiement des enseignants serait résolu. « On crée d'autres provinces pour trouver des places où caser les membres de certains partis politiques. Ce que je dis j'assume. Toutes les personnes qui œuvrent au sein de SECOPE touchent des salaires quatre fois supérieurs à celui qui enseigne réellement sur terrain », a décrié le député Mwaba.

Haut-Katanga : 1 339 cas de viol enregistrés dans la province en 13 mois (Officiel). Au cours d'une table ronde organisée par les députées et sénatrices de cette province mercredi 11 mars à Lubumbashi, Mme Kabera Mujijima Bora a précisé que les villes de Lubumbashi et de Kasumbalesa sont les plus concernées par ce mal. « Pour l'année 2019, on a eu à accompagner 1 024 cas de viol. En revanche, pour cette année 2020, jusque-là de Janvier jusqu'en février, c'est 315 cas », a détaillé Mme Kabera Mujijima. Pour elle, cette situation se justifie par l'insécurité que la province est confrontée.

Sud-Kivu : 58 miliciens Maï-Maï Raïa Mutomboki se rendent à l'armée. Des sources concordantes affirment que le chef de guerre Ngandu qui était très actif dans le groupement de Bamuguba Sud a déposé les armes, lui et ses 57 combattants. Le porte-parole de la 33e région militaire a également confirmé que Ngandu et 43 de ses hommes sont bien arrivés au camp de transit de Nyamunyuni en territoire de Kabare.

Tanganyika : 5 personnes tuées à coups de flèches à Masala et à Mansenda. Les personnes tuées sont des Musukumeni, c'est-à-dire des pousseurs de vélos chargés de bidons d'huile de palme. Ces personnes ont été surprises par la milice Twa qui les a tuées à coups de flèches dans la vallée de Undwe, située à 26 Km de Nyunzu centre dans le secteur Nord-Lukuga.

Sud-Kivu : réouverture de l'axe Mumosho-Nyangezi- Kamanyola-Uvira, après 3 jours de fermeture par la population. Un compromis a été trouvé entre la population du groupement de Mumosho et une délégation du gouvernement provincial conduite par le ministre provincial de l'Intérieur. En contrepartie, la population qui barricadait la route a obtenu l'autorisation d'accéder aux champs ainsi que le retrait des éléments de la police déployés par le parquet pour une exécution forcée. Par ailleurs, le gouvernement provincial a promis la mise sur pied d'une commission chargée de proposer une piste de solution durable dans ce dossier foncier qui oppose les villageois à un particulier.

Nord-Kivu : une délégation officielle à Kirumba pour s'enquérir de la situation sécuritaire. Selon le président de la société civile, Kambere Bonane, la population de Kirumba ne veut plus sentir la présence des agents de l'ordre. Elle dit soupçonner les Fardc d'être auteur de l'assassinat du commerçant Mumbere Germain mardi 10 mars. Le péché de la police est d'avoir empêché les manifestants d'incendier la résidence d'un magistrat de l'auditorat. Ce qui a été à la base des échauffourées de mercredi, causant ainsi des blessés du côté de la police et un civil touché par balle, selon la société civile de Kirumba. Tout en appelant la population au calme, l'élu de Lubero le député Jean Paul Lumbulumbu chef de la délégation, affirme qu'ils ont commencé à recevoir différentes couches de la population locale pour les écouter.

Ituri : 2 morts à Lenga après l'attaque des présumés miliciens de Codeco. Deux personnes ont été tuées jeudi 12 mars par des présumés miliciens de Codeco à Lenga, chef-lieu de la chefferie de Bahema Bajere dans le territoire de Djugu. Selon l'administrateur de territoire, les victimes sont un couturier et une sentinelle du centre de santé de Linga.

Nord-Kivu : 62 mort-nés enregistrés à Mavivi en une année. « Pour l'hôpital de Mavivi, aucune assistance sanitaire, aucune porte de l'hôpital est ouverte ; ce qui vient d'être un problème grave au sein de la population de Mavivi. Si on veut aller à l'hôpital, il faut parcourir plus de 15 km pour aller à Beni ou bien quitter Mavivi pour aller encore à Oicha. C'est une chose qui devient amère pour nous la population de Mavivi », a déclaré Mwami Makofi Gervais. Il a également appelé le gouvernement congolais à s'investir dans la réhabilitation et la réouverture du centre hospitalier de Mavivi pour éviter le pire.

Meurtre des experts de l'ONU : Thomas Nkashama nie avoir volontairement menti à Zaida Catalan et Michael Sharp. Le ministère public et la cour ont abondamment interrogé le prévenu Thomas Nkashama sur la traduction qu'il a faites des mises en garde faites aux experts par un membre de la famille Kamuina Nsapu au sujet de leur voyage à Bunkonde. Le prévenu nie avoir volontairement induit les experts en erreur. L'accusation pense le contraire.

Kinshasa : des militants de l'UDPS ont manifesté pour réclamer la convocation du congrès. Selon l'un des leaders des Forces du progrès, une plateforme des jeunes de ce parti, Héritier Bongayanga Lifulu, les manifestants se disent abandonnés par le parti. Ils réclament entre autres la mise en écart de ce qu'il qualifie « anti-valeurs » aux côtés du chef de l'Etat, mais aussi la convocation du congrès afin d'avoir de nouveaux dirigeants. Ils exigent le départ de Jean Marc Kabund au poste de président ad intérim du parti et d'Augustin Kabuya, au secrétariat général.

Nord-Kivu : 19 personnes prises en otage par des Mai-Mai à Kanyihunga. « Nous demandons aux services de sécurité, à travers les Fardc et même à la police, d'aller s'installer là-bas pour restaurer la paix et chasser les miliciens qui ternissent l'image du groupement et ses environs. Car le dimanche passé dans la soirée, ils ont arrêté 19 hommes et ils les ont emmenés dans la forêt. Ils les ont exigés de payer une rançon pour qu'ils les libèrent. Jusqu'à présent, nous n'avons toujours pas de leurs nouvelles », a-t-il expliqué, le président de la société civile.

Tshopo : le gouverneur Wale appelle à l'amélioration de la qualité de l'électricité à Kisangani. Selon le gouverneur Wale, la qualité de la desserte en électricité dans la ville laisse à désirer. La SNEL se trouve au bord de la dérive, à cause de ses deux machines sur trois en panne et la vétusté de son réseau de distribution. Pour améliorer la desserte en électricité, Louis-Marie Wale Lufungula sollicite l'intervention des investisseurs intéressés par le secteur ainsi que les hommes de bonne volonté afin d'accélérer les travaux de réhabilitation des groupes 2 et 3 de la centrale et le réseau de distribution en état de vétusté. Ce qui permettrait le fonctionnement régulier des services essentiels notamment les institutions médicales, les morgues et quelques industries de transformation.

Vendredi 13 mars.

Un deuxième cas suspect de coronavirus enregistré à Kinshasa. « Il était rentré le 8 mars 2020. A son arrivée, il ne présentait aucun signe. Mais avant-hier [mardi 10 mars, il faisait des fièvres et toussait, c'est ainsi qu'il a appelé nos services qui ont confirmé la maladie. Le Camerounais est mis en quarantaine dans une formation médicale de la place », a précisé le ministre Longondo. Le deuxième cas n'était pas le contact du premier cas, mais tous sont venus de la France.

Entreprises publiques : Félix Tshisekedi et Joseph Kabila privilégient les critères de compétence et moralité. Pour Tshisekedi et Kabila, ces deux critères devraient prévaloir dans le choix des animateurs des entreprises publiques que celui de l'appartenance politique, « pour éviter la politisation du Portefeuille de l'Etat, outil important pour la bonne gouvernance du pays. » Ils ont aussi décidé de mener des réflexions dans le cadre de la coalition FCC-CACH pour la réforme de la loi électorale et de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Les médecins du Symeco reprennent le travail vendredi 13 mars. Cette reprise de travail est décidée après que le Symeco a pris acte des engagements pris le gouvernement de la République et des concessions faites par le banc syndical au regard du contexte socio-économiques général du pays et des diverses contraintes subséquentes. La grève des médecins a été déclenchée depuis le 30 janvier 2020 sous sa forme minimum et radicalisée en février 2020. Ils revendiquaient entre autres l'amélioration des conditions de travail et la promotion en grade des médecins.

Les frais d'obtention du visa de séjour au Burundi pour élèves et enseignants passent de 500 à 25 USD. Les conditions de séjour des étudiants, élèves et enseignants congolais sur le territoire burundais sont ainsi été rendues aisées, après des négociations entre une délégation du gouvernement congolais et les experts des services de migration de Bujumbura.

Kinshasa : près de 90 % d'écoles sont entre les mains des privés. D'après Gracias Mokonzi consultant a l'ONG Open society initiative for South Africa (Osisa), plusieurs raisons sont à la base de cette situation. « Au départ c'est d'abord la dégradation de la qualité de l'Enseignement dans les écoles publiques ; mais aussi, l'Etat tarde d'installer des écoles dans les nouveaux quartiers qui naissent laissant libre cours aux privés. » Le secrétaire général de l'ONG Young men action for education (Ymae) Serge Bondedia a rappelé que l'éducation est une question de l'Etat : « L'éducation qui est un outil de développement des nations doit d'abord être un instrument ou une préoccupation de l'Etat, du pouvoir public. Dès lors que le pouvoir cède ces prérogatives-là aux privés c'est difficile que l'éducation contribue efficacement au développement. »

Tanganyika : le prix du Maïs a doublé à Nyunzu-centre. En l'espace de deux mois, le prix du maïs a doublé, allant de 4 550 Fc à 10 000 Fc pour 15 kgs à Nyunzu-centre (Tanganyika). Cette hausse du prix de maïs serait la conséquence de l'insécurité qui prévaut sur les axes Nord, Ouest et Sud dans ce territoire réputé être l'un des greniers agricoles du Tanganyika.

Djugu : la société civile de Mazé pour l'installation d'une base militaire temporaire de la Monusco. Jean-Vianney Ngeess, président de la société civile a lancé ce plaidoyer jeudi 12 mars au lendemain d'une nouvelle attaque de cette entité par des assaillants de la Codeco. Maze a déjà subi trois attaques de ces rebelles depuis le début de cette année, avec plus de 10 morts enregistrés. À la suite de cette insécurité grandissante, les habitants vivent dans la peur et ne savent pas aller aux champs.

Le Haut Lomami dépourvu des matériels de détection du Coronavirus. « Le trafic est intense par voie ferrée, par voie fluviale, routière et même aéroportuaire. Et on a mis en place des équipes de surveillance pour éviter que des cas puissent arriver sans que nous ne puissions les détecter. Nous n'avons pas encore des matériels adéquats. Nous sommes au stade de mobilisation du matériel adéquat. La surveillance se fait sur base d'informations et d'alertes », note Elie Muyombi, commissaire général du gouvernement provincial du Haut Lomami en charge de la santé.

Dr Muyembe : « Les dispositions prises par la population par rapport à Ebola la protège aussi contre le Coronavirus»

Le virologue congolais souligne toutefois que si le Coronavirus se greffe à l'épidémie à virus Ebola en RDC, la situation risque d'être difficile à gérer. « Notre souhait ce n'est pas d'avoir les deux épidémies en même temps par ce que ça sera très difficile à gérer, notre souhait c'est de voir maintenant l'épidémie d'Ebola partir. Le premier cas est là (coronavirus) mais le ministère fait tout son possible pour contenir cette épidémie. Je pense que la préparation que nous avons ici après Ebola ça nous protège contre le COVID-19». Pour lui, ce sont les mêmes stratégies mises en place pour contrer Ebola qui seront utilisées pour vaincre le Coronavirus.

Coronavirus : des personnes mises en quarantaine se plaignent de leurs conditions d'isolement. Jerly Bukolo, procureur de la République à Lubumbashi, de passage à Kinshasa, s'est lui aussi retrouvé dans ce lot des personnes privées de sortie. «Le lundi on nous dit : vous êtes en quarantaine et vous ne sortez pas. On a désinfecté entre mardi et mercredi. On avait promis de masques. Rien n'a été fait. C'est seulement jeudi vers 13h qu'on a vu le médecin chef de zone de la commune de Bandalungwa qui est passé. Mais j'ai été très déçu par l'amateurisme qui caractérise cette équipe. Ils ont prélevé la température et poser des questions de routine. Aujourd'hui celui qui est passé n'avait pas des machines pour prélever. Il a dit que sa machine ne fonctionnait pas ».

Tshopo : l'Assemblée épiscopale provinciale se félicite de certaines avancées constatées dans la vie socio-politique. Dans un communiqué officiel ayant sanctionné leurs assises organisées à Kisangani du 9 au 12 mars, ces évêques ont également stigmatisé la persistance de l'insécurité dans certaines entités dans l'Ituri, la Tshopo, le Bas-Uele et le Haut-Uele. Mais bien avant, les évêques et leurs vicaires généraux, le secrétaire général de la Cenco, les recteurs des trois maisons de formation provinciales ont évoqué les événements heureux et malheureux qui ont marqué la vie de l'église et de la société. Ils ont également examiné les rapports narratifs et financiers, sur la vie consacrée et les défis à relever, notamment la formation et la protection des mineurs et des personnes vulnérables.

Kongo-Central : 5 détenus meurent à la prison centrale de Matadi à la suite de mauvaises conditions carcérales. Selon le directeur de cette maison carcérale, les détenus décédés provenaient de la prison de Mbanza-Ngungu, transférés à Matadi dans un état critique, presque en stade terminal de leurs vies. Il dit avoir fait rapport aux autorités, mais

sans qu'aucune solution ne soit trouvée. « Construite depuis l'époque coloniale pour une capacité d'accueil de 150 pensionnaires, la prison centrale de Matadi héberge à ce jour 832 détenus », a déclaré le responsable de la société civile. Le défenseur des droits l'homme fait savoir qu'outre la malnutrition et autres conditions de vie déplorables, les détenus de la prison de Matadi font face à un autre fléau : la tuberculose !

Coronavirus : le ministre de l'EPST appelle les gestionnaires des écoles à faire observer des mesures d'hygiène. «Lavage des mains avec savon obligatoire avant l'entrée et à la sortie des classes, poignées des mains interdites à l'école, ...La santé de nos enfants n'a pas de prix et la prévention est essentielle dans la bataille contre le Coronavirus. J'en appelle donc à notre vigilance », recommande Willy Bakonga.

Bukavu : 2 morts dans un éboulement à Kadutu, sur l'avenue Buholo 2, dans la commune de Kadutu, à Bukavu. Ces dégâts matériels et humains arrivent sur un site déclaré non conforme à la construction. Le ministre de l'urbanisme et habitat, Pius Mwabilu, de passage à Bukavu a visité ce site le 3 mars. Il avait ordonné la délocalisation immédiate de tous ces habitants et la démolition de toutes ces habitations à risque. Mais, rien n'a été fait jusque-là.

Nord-Kivu : la société civile « préoccupée » par le renforcement de la milice NDC-Rénové dans les territoires de Masisi, Lubero et Walikale. D'après l'un des rapporteurs de la société civile de Masisi, cette milice a déjà mis en place sa propre police dans les zones qu'elle occupe et fait payer des taxes illégales à la population. Cette situation, qui prend de l'ampleur, inquiète de plus en plus la population et les organisations de la société civile.

L'Université de Kinshasa de plus en plus enclavée. L'Université de Kinshasa (Unikin) est de plus en plus enclavée, car toutes les routes menant vers le site universitaire sont très délabrées.

Kisangani : le recouvrement forcé des taxes accentue les difficultés de transport. Depuis le début du recouvrement forcé des taxes relatives aux engins roulants, certaines activités sont quasiment paralysées. La difficulté de transport et l'insécurité dans les différents sites d'affrontements à travers les différentes communes entre les éléments de la police et de l'armée et les jeunes taximen-motos, opposés à cette opération, sont devenues le lot quotidien des populations. Dans leur mécontentement, les taximen-motos et quelques jeunes jettent des projectiles sur les cortèges officiels et les véhicules de certains particuliers.

Butembo : les enseignants de Njiapanda dénoncent la retenue de 3 mois de salaires par la TMB. « Si nous nous retrouvons ici à Butembo, c'est pour venir récupérer les frais de fonctionnement des écoles et les salaires des enseignants qui ne sont pas payés depuis le mois de novembre. Les enseignants se mobilisent après trois mois pour récupérer un salaire consistant, car le transport coûte plus de 60 dollars », témoigne un enseignant. Selon ces enseignants, à Butembo, la TMB décide de payer un mois sur les quatre salaires non payés. Ils demandent aux autorités de régulariser ce problème. Le chef de la division provinciale de l'EPST Nord-Kivu, condamne cette situation qui, selon lui, nuit au bon fonctionnement des écoles de la sous division de Njiapanda. « Plusieurs écoles sont fermées. On attend que les chefs d'établissement et les enseignants retournent. Selon lui, la bancarisation avait été instaurée pour que les banques se rapprochent des enseignants. Ce n'est pas le cas à Njiapanda. La banque TMB n'a pas pris de disposition.

Coronavirus : tous les matches de football suspendus en RDC. La Fédération congolaise de football association a décidé la « suspension sur toute l'étendue du territoire national des compétitions et championnats de football, y compris le championnat inter scolaire, pour une durée de 30 jours à dater du 16 mars 2020 ».

Samedi 14 mars.

Kinshasa : bras de fer entre le gouverneur Ngobila et la Safricom au marché central. Il s'agit d'une convention qui lie la ville province de Kinshasa à la Société africaine de commerce depuis 2005. Au terme de ce document, Safricom devrait aménager, entretenir et gérer une portion du marché centrale pour vingt ans. Cependant quatorze ans plus tard, soit le 7 novembre 2019, le gouverneur Gentiny Ngobila a résilié unilatéralement le contrat pour non-atteinte des objectifs assignés. Et de facto, il menace de tout détruire après une mise en demeure adressé aux occupants le 1er mars. Saisis par la partie lésée, à savoir Safricom, les vice-premiers ministres en charge de l'Intérieur et de la Justice et Garde sceaux ainsi que le Conseil d'Etat ont pris des arrêtés pour surseoir à la décision du gouverneur.

L'Agence congolaise de presse demande à la justice de protéger son patrimoine menacé de spoliation. « Nous demandons tout simplement aux cours et tribunaux de donner justice à l'ACP qui est propriétaire de cette concession. Nous attendons que le tribunal se prononce dans le délai et que l'ACP et l'Etat congolais continuent de jouir dans la quiétude de

ses biens », a déclaré Lambert Kaboyi. La concession abritant l'ACP est menacée de spoliation par un individu ou un groupe d'individus non identifiés, avait alerté, Lambert Kaboyi, lors d'une assemblée générale avec le personnel. Cet individu ou groupe d'individus tentent, avec l'appui des magistrats, de vouloir déposséder ce média de l'Etat de son domaine que lui avait cédé en 1973 l'ancien président Mobutu.

Coronavirus : Félix Tshisekedi recommande au gouvernement de prendre « des mesures claires » de prévention. Félix Tshisekedi a invité le gouvernement à procéder, sans délai, à la meilleure restructuration de tous les services concernés pour renforcer qualitativement la riposte et d'identifier les mesures pratiques à communiquer par les canaux institutionnels. Le Chef de l'Etat a instruit la mise en place d'un mécanisme de monitoring stratégique qui sera piloté par le Premier ministre. Ce dernier devra suivre personnellement le tableau d'affectation des fonds décaissés. Des fonds qui serviront non seulement aux soins des malades, leur hébergement, et leur restauration dans les bonnes conditions, mais aussi à la prise en charge des policiers commis à cette tâche, aux recherches en cours et à la motivation des experts du comité de pilotage. Félix Tshisekedi a aussi recommandé une communication régulière qui devra être faite à la population « pour l'apaiser ».

Kasaï-Central : 12 morts parmi les retournés d'Angola. Douze retournés d'Angola dont sept enfants ont déjà trouvé la mort sur le site de Nkonko dans la ville de Kananga (Kasaï-Central). Leur président, Innocent Ngindu, qui attribue ces décès à la malnutrition en appelle à l'aide des autorités tant provinciales que nationales. « Que les autorités construisent pour nous des structures de bases et qu'elles nous dotent des moyens nécessaires pour que nous puissions reprendre notre vie normalement », a plaidé Innocent Ngindu.

Dimanche 15 mars.

Un troisième cas du Coronavirus enregistré à Kinshasa. Le ministre de la santé Dr Eteni Longondo appelle les Congolais au calme et à respecter scrupuleusement les mesures d'hygiène. Il ajoute que le gouvernement conformément à la recommandation du président de la République lors du dernier conseil des ministres, va tout mettre en œuvre pour protéger les Congolais contre cette pandémie.

Ituri : 13 morts dans les affrontements entre les Fardc et les miliciens Codeco à Ndo-Okebo. Douze miliciens du groupe armé CODECO ont tués et des armes ont été récupérées de leurs mains. Du côté de l'Armée, son porte-parole, parle d'un sous-officier tombé sur le champ de bataille et de deux autres atteint par balles. D'après des sources sur place, ces affrontements ont duré près de sept heures. L'armée a fait usage de l'artillerie lourde pour repousser l'ennemi de Tchele où les deux camps se battaient.

Nord-Kivu : le gouvernement provincial va reconduire au Sud-Kivu les 1400 Burundais entrés illégalement en RDC. La ville de Bukavu est choisie parce qu'elle est leur porte d'entrée en RDC. Près de 1400 sujets Burundais vivant à Goma et alentour sont réunis dans la concession d'un tiers au bord du lac Kivu, au quartier Lac Vert. Ces personnes chantent et prient au nom de leurs coreligionnaires tués, selon elles, à Kamanyola, au Sud-Kivu, en mars 2013. Mais, ce sont plutôt les actes de banditisme nocturne et la promiscuité qui inquiètent beaucoup plus les autorités du quartier. Selon les responsables du quartier Lac Vert, ils ne pourront pas quitter le lieu, la vaste concession en chantier d'un tiers au bord du lac Kivu, en attendant la décision des autorités compétentes.

Tanganyika : le gouvernement provincial préoccupé par la situation sécuritaire dans le territoire de Nyunzu. Le porte-parole du gouvernement provincial du Tanganyika et ministre provincial de l'intérieur reconnaît la complexité de la situation à Nyunzu : « La situation du territoire de Nyunzu préoccupe encore, car nous reconnaissons n'avoir pas encore atteint le résultat attendu par la population. Mais nous assurons de notre détermination ensemble avec l'armée nationale à pacifier complètement cette contrée ». Le commandant Deuxième Zone de défense vient de quitter Kalemie pour s'installer à Nyunzu.

« Démolir c'est facile, mais reconstruire n'est pas une moindre chose ».

Le Synamed appelle le gouvernement à mettre en place les moyens en marche pour éviter la propagation du Coronavirus. Pour le Syndicat national de médecins (Synamed), la pandémie à coronavirus est une réalité. La renier aura des conséquences graves. « Au gouvernement, d'équiper les structures sanitaires des dispositions pouvant permettre l'arrêt de la propagation de la maladie et pour la prise en charge correcte des malades : respirateur, ambulances médicalisées, bonbonnes ou extracteurs d'oxygène, médicaments et autres intrants. De mettre dans des bonnes conditions de travail tous les hôpitaux, en commençant par ceux qui reçoivent beaucoup de malades : il s'agit de la desserte en eau potable et en

courant électrique stables dans nos hôpitaux. De mettre tout pour la protection du personnel soignant : masques appropriés et en quantité suffisante, solution hydro alcoolique, gants ».

Kinshasa : 2 morts dans un accident de circulation sur l'avenue colonel Mondjiba, en face de l'ambassade de France. L'excès de vitesse serait à la base de ce drame.

Thomas Lubanga recouvre la liberté après 15 ans passés en prison. Cet ancien responsable de l'ex-groupe armé UPC de l'Ituri a quitté la prison de Makala à Kinshasa accompagné de ses proches. Bien avant cela, il a passé douze ans en détention à la Haye où il était poursuivi par la Cour pénale internationale pour enrôlement et conscription d'enfants de moins de 15 ans et de les avoir fait participer à des hostilités. A Bunia, son fief, une caravane motorisée ainsi qu'une adresse publique a été organisée par les cadres de son parti pour saluer cette libération.



www.africafundacion.org

África
Fundación
SUR
conecta con África

África
Fundación
SUR
conecta con África

África
Fundación
SUR
conecta con África

informaci(ÓN)
ilus(ÓN)
difusi(ÓN)
concienciaci(ÓN)
pasi(ÓN) [ON]

África
Fundación
SUR
conecta con África